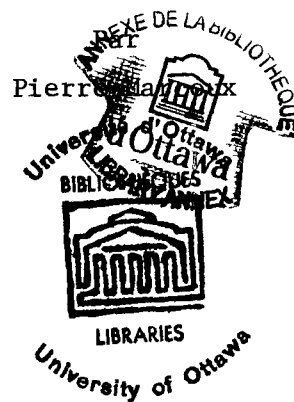


M O - C 1 f

Les idées politiques et sociales du journal
Vrai. (1954-1959)



Thèse présentée à l'École des Études supérieures et de la
recherche de l'Université d'Ottawa en vue de l'obtention
de la maîtrise ès arts en science politique.

Ottawa, Canada

1981



P. Marcoux, Ottawa, Canada, 1982

UMI Number: EC55275

INFORMATION TO USERS

The quality of this reproduction is dependent upon the quality of the copy submitted. Broken or indistinct print, colored or poor quality illustrations and photographs, print bleed-through, substandard margins, and improper alignment can adversely affect reproduction.

In the unlikely event that the author did not send a complete manuscript and there are missing pages, these will be noted. Also, if unauthorized copyright material had to be removed, a note will indicate the deletion.

UMI[®]

UMI Microform EC55275
Copyright 2011 by ProQuest LLC
All rights reserved. This microform edition is protected against
unauthorized copying under Title 17, United States Code.

ProQuest LLC
789 East Eisenhower Parkway
P.O. Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346

REMERCIEMENTS

J'adresse mes remerciements les plus sincères à M. Jean-Pierre Gaboury, pour l'aide et les précieux conseils qu'il me prodigua tout au long de cette étude, ainsi qu'à M. François-Pierre Gingras qui m'apporta également son aide et qui attira mon attention sur l'existence du Journal Vrai.

Je tiens également à remercier MM. Jacques Hébert, Jean Paré et J.-Z.-Léon Patenaude qui ont eu l'obligeance de m'accorder des entrevues ce qui facilita grandement la recherche.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION:	1
L'objectif de la thèse	2
La méthodologie	6
Les valeurs de l'idéologie traditionnelle	19
CHAPITRE PREMIER: <u>LE PORTRAIT D'UN JOURNAL DE COMBAT</u>	27
1.1 L'historique	28
1.2 La forme et le style de <u>Vrai</u>	32
CHAPITRE DEUXIÈME: <u>LA POLITIQUE</u>	41
2.1 Les idées politiques de <u>Vrai</u>	42
2.2 La politique municipale	47
2.3 La politique provinciale	51
2.4 La politique fédérale	55
2.5 La question nationale	58
2.6 La politique internationale	64
CHAPITRE TROISIÈME: <u>LES QUESTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES</u>	70
3.1 Les affaires sociales	71
3.2 L'économie	75
3.3 L'éducation	80
3.4 Le syndicalisme	85
3.5 Les questions féminines	89

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Page
CHAPITRE QUATRIÈME: <u>LES VALEURS MORALES</u>	92
4.1 La justice et les droits de l'homme	93
4.2 La religion	96
4.3 La presse jaune et les média	102
CONCLUSION	111
BIBLIOGRAPHIE	117
ANNEXES:	121
ANNEXE 1: <u>LA LISTE DES COLLABORATEURS DE VRAI</u>	122
ANNEXE 2: <u>LES DONNÉES QUANTITATIVES</u>	123
ANNEXE 3: <u>QUELQUES EXEMPLES DE L'HUMOUR DE VRAI</u>	129

LISTE DES TABLEAUX

	Page
1. Les catégories d'analyse	9
2. Les concepts de Smelser et leurs définitions	15
3. Le tirage du journal certaines semaines	30
4. La catégorie "Politique municipale"	47
5. La catégorie "Politique provinciale"	51
6. La catégorie "Politique fédérale"	55
7. La catégorie "Question nationale"	58
8. La catégorie "Politique internationale"	64
9. La catégorie "Affaires sociales"	71
10. La catégorie "Économie"	75
11. La catégorie "Éducation"	80
12. La catégorie "Syndicalisme"	85
13. La catégorie "Questions féminines"	89
14. La catégorie "Justice et droits de l'homme"	93
15. La catégorie "Religion"	96
16. La catégorie "Presse jaune et média"	102
17. Importance relative des catégories dans les pages régulières de <u>Vrai</u> . (En pourcentage ?)	123
18. Importance relative des catégories dans la page éditoriale de <u>Vrai</u> . (En pourcentage ?)	124
19. Importance relative des catégories dans les pages régulières et la page éditoriale de <u>Vrai</u> . (En pourcentage ?)	125
20. Le nombre d'articles selon les catégories dans les pages régulières de <u>Vrai</u> .	126
21. Le nombre d'articles selon les catégories dans la page éditoriale de <u>Vrai</u> .	127
22. Le nombre d'articles selon les catégories dans les pages régulières et la page éditoriale de <u>Vrai</u> .	128

INTRODUCTION

L'objectif de la thèse

Durant la période dite de la "Grande noirceur" de nombreux organes de presse manifestèrent leur opposition au régime Duplessis, parmi eux citons notamment Cité Libre et bien entendu le quotidien Le Devoir. Ce dernier mena une lutte acerbe contre le régime en place sous la plume de nombreux journalistes de talent parmi lesquels Gérard Filion, Pierre Laporte et André Laurendeau. Un autre organe d'opposition au régime était l'hebdomadaire Vrai. Ce journal indépendant fondé en 1954 par Jacques Hébert se distingua rapidement par son hostilité au gouvernement Duplessis et par l'appui qu'il apporta à la Ligue d'Action civique et à Jean Drapeau.

Pourquoi s'attarder à l'étude de ce journal qui ne tarda pas à tomber dans l'oubli peu après sa disparition? Vrai, il faut le reconnaître, ne pouvait prétendre faire concurrence au quotidien Le Devoir en raison de la modicité de ses moyens financiers et de son tirage. De même, là encore il ne pouvait faire concurrence à la revue Cité Libre. La formule résolument populaire qu'il adopta l'orientait bien davantage vers l'action immédiate que vers la réflexion et la théorie.

Pourtant il s'agissait là d'un journal auquel ont collaboré des journalistes et des intellectuels de premier plan, certains déjà célèbres et d'autres qui le devinrent. Parmi les nombreux collaborateurs réguliers ou occasionnels du journal citons: Victor Barbeau, Pierre Laporte, René Lévesque, Jean Paré, Roland Parenteau, Gérard Pelletier et P.E. Trudeau.

Comment alors expliquer que notre journal soit tombé aussi rapidement dans l'oubli? Vrai était, il faut le souligner, un journal populaire. A ce titre il ne retint pas tellement l'attention des chercheurs qui ne sont parfois pas attirés par des publications à caractère terre à terre.

Vrai n'est pas pour autant indigne d'intérêt. En premier lieu il s'agit d'un journal de combat, c'est-à-dire un journal d'idées, d'engagement et d'action. Comme le souligne un de ses collaborateurs, Jean Paré:

Historiquement, le journaliste québécois est un journaliste de combat, d'opinion, de position.

Un journalisme intellectuel. C'est dû sans doute à la situation particulière de ce peuple minoritaire qui s'est toujours défendu par la parole plutôt que par l'argent ou le pouvoir.

Vrai s'inscrit dans cette tradition qui longtemps domina la scène du journalisme québécois et il a été l'un des derniers sinon le dernier à s'inscrire dans cette veine. Vrai était un journal populaire tant au niveau de la forme qu'au niveau du fond. La science politique ne peut se désintéresser de telles publications sans restreindre considérablement le champ de la recherche.

En second lieu Vrai s'adressait à un public plus large que celui de Cité Libre et plus disparate que celui du Devoir. Engagé dans la lutte de tous les jours, notre journal accordait plus d'importance à l'action qu'à la réflexion et à la théorie. Cela nous permettra de jeter un regard différent sur une époque que nous connaissons surtout à partir d'études de publications d'un niveau intellectuel plus élevé.

Il est d'ailleurs à noter que Vrai entretenait d'étroites relations avec Le Devoir et Cité Libre. Notre journal était d'ailleurs imprimé par les ateliers du Devoir et il y installa ses locaux provisoires. Plusieurs journalistes de ce quotidien collaborèrent à Vrai notamment: Jean-Marc Laliberté, Pierre Laporte, Jean-Marc Léger, Roland Lorrain et Gilles Marcotte.

Il en était de même avec Cité Libre. Adèle Lauzon, Roland Parenteau, Gérard Pelletier et P.E. Trudeau pour ne citer que ceux-là collaborèrent à Vrai. Enfin le directeur du journal M. Jacques Hébert était membre du bureau éditorial de Cité Libre. Il faut d'ailleurs souligner que notre journal se voulait être selon les mots de Jacques Hébert un "Cité Libre populaire"².

Enfin il faut souligner que plusieurs des collaborateurs de notre journal écrivaient sous des noms de plume, ce fut le cas en particulier de Gilles Carle, Pierre Laporte et Roland Parenteau. (Voir en annexe la liste des collaborateurs de Vrai.) Selon les renseignements qui m'ont été fournis par M. Jacques Hébert le pourcentage de collaborateurs agissant de la sorte s'élevait à environ cinquante pour cent. Nombre d'entre eux agissant de la sorte afin de ne pas mettre leur employeur dans l'embarras ou encore pour des motifs personnels.

Enfin une meilleure connaissance de Vrai nous permettra de percevoir certains phénomènes qui jusqu'à l'instant n'ont pas retenu l'attention des politologues. On s'est souvent penché sur la révolution tranquille et

sur ses influences, cependant on a négligé certains phénomènes antérieurs à cette dernière et qui eurent leur importance. Je songe en particulier à la campagne de moralité publique qui cherchait à assainir les mœurs politiques dans la province de Québec, campagne organisée par le Comité de moralité publique fondé au printemps 1950 qui contribua de façon déterminante à la mise sur pied de l'enquête Caron et de la Ligue d'Action civique, qui, sous la houlette de Jean Drapeau remporta des élections municipales de 1954. Ce vaste mouvement, aujourd'hui un peu oublié, constitua pourtant un phénomène politique d'envergure. Il s'agissait en effet d'une première tentative couronnée de succès visant à assainir le climat politique dans la province de Québec. Robert Burns milita activement pour la Ligue et résuma ainsi la situation bien des années plus tard:

Pour les progressistes de toutes les tendances, Jean Drapeau était un symbole de l'opposition au régime de Duplessis... L'élection de 1954 fut la première défaite importante de Duplessis et, d'une certaine façon, la première victoire de la Révolution tranquille.

Notre journal était étroitement associé à la Ligue, il en était même l'organe officieux, surtout quand les Editions de la Cité devinrent propriétaires du journal en 1957.

La méthodologie

Pour réaliser cette étude nous aurons recours à l'analyse de contenu. Deux méthodes sont disponibles: l'analyse quantitative et l'analyse qualitative. L'une et l'autre présentent des avantages et des désavantages. Ainsi l'analyse quantitative peut prétendre à une certaine rigueur scientifique dans la mesure où elle est moins subjective que l'analyse qualitative. Celle-ci, pour sa part laisse au chercheur une telle marge de manoeuvre qu'elle porte bien souvent la marque de ses préjugés.

Il faut cependant reconnaître que l'analyse quantitative est à elle seule insuffisante pour mener à bien notre étude. Cette dernière se caractérise en effet par une certaine rigidité et un manque de souplesse. Il est impossible d'analyser à fond l'idéologie de notre journal à l'aide de la seule analyse quantitative, cette dernière ne nous permet pas en effet d'explorer la structure idéologique de ce dernier. Néanmoins l'analyse quantitative nous sera très utile afin de tracer un portrait de notre journal, c'est-à-dire identifier les questions qui retiennent son attention tout au long de son existence et pour mettre au point nos catégories d'analyse. Pour sa part l'analyse qualitative nous permettra d'explorer la structure idéologique de Vrai. Nous aurons donc recours et à l'analyse quantitative et à l'analyse qualitative.

L'analyse quantitative nous pose le problème du choix de l'unité d'analyse. Plusieurs unités sont disponibles; le mot, la phrase, le paragraphe, l'article ou encore la méthode métrique. Après réflexion, il nous

apparaît que l'article est en fin de compte le meilleur choix possible.

Le mot ainsi que la phrase sont à nos yeux des unités d'analyse trop restrictives. En ce qui concerne la méthode métrique elle est trop rigide et compliquée menant parfois à des résultats dénués de sens. En dernier lieu, le paragraphe constitue certes une unité d'analyse séduisante, cependant elle ne correspond guère à nos besoins en raison même du caractère particulier de notre journal. En effet la grande majorité des articles du journal sont relativement courts et cela rendrait complexe l'utilisation d'une telle unité d'analyse. Au surplus, la matière étudiée est particulièrement vaste, plus de 4000 articles au total. Il serait illogique de compliquer encore les choses en multipliant à volonté le nombre d'unités. Enfin, il nous apparaît que la nature même des catégories d'analyse que nous allons utiliser rend impossible l'utilisation de cette unité d'analyse comme nous le verrons ci-après.

Il faut au surplus retenir des catégories d'analyse. Comme nous avons affaire à un journal de combat davantage préoccupé par les luttes quotidiennes que par les questions théoriques, il est nécessaire de mettre au point des catégories qui refléteront le plus fidèlement possible les préoccupations de notre journal. Une première tentative malheureuse nous a convaincus que l'utilisation de thèmes à caractère théorique (exemple: État, démocratie, liberté, socialisme, capitalisme, etc...) ne correspondait pas à nos besoins. Après de nombreux tests, nous avons finalement opté pour l'emploi de catégories-matières qui reflétaient plus fidèlement les préoccupations de notre journal.

Le choix des dites catégories répondait à deux critères. En premier lieu, les catégories ne devaient pas être trop nombreuses afin de ne pas alourdir inutilement le travail et en second lieu elles devaient être suffisamment précises de façon à ne pas laisser des éléments de côté.

Tableau no 1

LES CATÉGORIES D'ANALYSE

Buts de Vrai: articles traitant des buts du journal et toutes nouvelles se rapportant à ce dernier.

Politique municipale: articles traitant des divers aspects de la scène politique municipale montréalaise. Problèmes d'actualité, élections, leaders, etc.

Politique provinciale: articles traitant des divers aspects de la scène politique provinciale. Problèmes d'actualité, élections, leaders, etc.

Politique fédérale: articles traitant des divers aspects de la scène politique fédérale, incluant la politique étrangère du Canada. Problèmes d'actualité, élections, leaders, etc.

Politique (divers): articles à caractère politique mais ne tombant pas dans les catégories précédentes. Par exemple les articles à caractère théorique.

Question nationale: articles traitant des divers aspects de la question nationale. Nationalisme, bilinguisme, relations fédérales-provinciales, etc.

Politique internationale: articles traitant des divers aspects de la politique internationale. Guerre froide, colonialisme, pacifisme et anti-militarisme, politique interne de pays étrangers, etc.

Affaires sociales: articles traitant des questions sociales. Santé et bien-être social, pauvreté, etc.

Économie: articles traitant des divers aspects de la vie économique: industrie et commerce, chômage, inflation, entreprises, etc.

Éducation: articles traitant des divers aspects du monde de l'éducation du niveau primaire au niveau universitaire.

Syndicalisme: articles traitant des divers aspects des questions syndicales et ouvrières. Activités du mouvement syndical, condition ouvrière, relations de travail, etc.

Questions féminines: articles traitant des divers aspects des questions féminines. Émancipation de la femme, rôle de la femme dans la société, etc.

Justice et droits de l'homme: articles traitant des divers aspects de la justice et des droits de l'homme. Droit, tribunaux, peine capitale, etc.

Religion: articles traitant des divers aspects de la religion, tant au niveau spirituel que temporel.

Presse jaune et média: articles traitant de la presse jaune et des média.

Divers: articles ne tombant dans aucune des catégories précédentes mais ne tombant pas non plus dans les catégories exclues au début de la recherche.

Avant de passer à la prochaine étape, il est nécessaire d'apporter certaines précisions au sujet du dépouillement. Pour les fins de cette étude, il n'est pas indispensable de retenir tous les articles. Ainsi, les pages sportives ne peuvent nous apporter beaucoup et il n'est donc pas nécessaire de les analyser.

Les pages artistiques et littéraires du journal quant à elles posent un problème différent. Leur analyse pourrait certes nous apprendre considérablement sur les choix culturels de Vrai. Cependant, nous les avons écartées pour la raison suivante: la matière à étudier est très vaste (près de 4000 articles à caractère socio-politique). Ajouter les pages artistiques et littéraires ne ferait qu'alourdir notre tâche et de par le fait même pourrait divertir notre attention de questions plus importantes. Nous savons bien, par ailleurs, qu'il aurait été intéressant de les analyser car d'éminents critiques y collaborèrent comme Hubert Aquin, Gilles Carle, Roland Lorrain et Gilles Marcotte. Cependant, cette décision s'imposait dans l'intérêt même de la recherche.

Une dernière remarque enfin. Notre journal n'avait pas de page éditoriale au sens strict du mot. Le directeur du journal n'y était pas favorable, il résuma ainsi sa position:

Oui, mais un journal, c'est toujours un journal. Dans le vôtre, il y aura par exemple des éditoriaux...

Le moins possible. D'ailleurs, le mot est discrédité. Pour les Canadiens français, il a perdu presque tout son prestige le 8 octobre 1884.

Cependant, Jacques Hébert adopta une formule originale pour contourner le problème. Il accorda une page entière à une chronique qui portait le nom de "Voyage autour de la semaine". Cette dernière consistait en un certain nombre de petits articles, quatre par semaine en moyenne, et remplissait à toutes fins pratiques le rôle de page éditoriale.

Ainsi, les résultats de l'analyse quantitative feront l'objet de trois tableaux, le premier comprenant les données relatives aux pages régulières du journal, le second les données relatives à la page éditoriale (ou ce qui en tenait lieu) et enfin le troisième comprenant les résultats combinés. Cette façon d'agir est nécessaire afin de souligner l'existence le cas échéant de disparités entre les données relatives aux articles réguliers et les données relatives à la page éditoriale.

Un problème se pose cependant pour ce qui a trait à la présentation et à l'interprétation des données. Vrai était publié de façon irrégulière en raison des difficultés financières qu'il éprouva tout au long de son existence. Le nombre de numéros publiés à tous les ans n'était jamais le même, ainsi à titre d'exemple, 51 numéros parurent en 1957 mais seulement 16 en 1959. Il n'est donc pas possible d'utiliser les chiffres bruts dans la mesure où les résultats seront publiés sur une base annuelle. Les données seront donc présentées en pourcentage. Les chiffres bruts sont toutefois disponibles en annexe à toutes fins utiles aux côtés des données en pourcentage. Pour simplifier la lecture de la thèse et afin d'éviter au lecteur de devoir continuellement se reporter en arrière pour prendre connaissance des données nous présentons à l'intérieur du texte des tableaux de rappel.

Il arrivait parfois que notre journal publiait des articles qui n'étaient pas de son cru. Il s'agissait règle générale d'articles publiés dans d'autres organes et que notre journal publiait afin de mieux affirmer ses positions, ou encore de discours reproduits en tout ou en partie, ce fut notamment le cas avec les discours que prononçait Jean Drapeau.

Bien que notre journal fut l'organe officieux de la Ligue d'Action civique on ne saurait considérer les discours en question comme étant matière utilisable au chapitre de l'analyse qualitative. Cependant au chapitre de l'analyse quantitative le problème ne se pose pas car ce qui nous intéresse ici est la fréquence d'apparition des différentes catégories-matières. Il en sera de même en ce qui concerne les articles empruntés à d'autres organes. Cependant, il sera possible d'utiliser ces derniers au chapitre de l'analyse qualitative quand le journal endossera formellement les opinions exprimées. Il est à noter que les articles en question étaient souvent rédigés par des collaborateurs du journal, tel par exemple René Lévesque et Gérard Pelletier.

La méthode décrite plus haut nous permettra de mener à bien l'analyse quantitative dans les meilleures conditions possibles. Cependant, il reste à définir la méthode qui sera utilisée pour faire l'analyse qualitative. Ici encore, se pose le problème de mettre au point une méthode qui nous permette de rendre compte fidèlement du contenu analysé.

Nous avons finalement opté pour une méthode mise au point par Neil J. Smelser, professeur de sociologie à l'Université de Berkeley (UCLA)

et décrite dans son ouvrage, Theory of Collective Behavior.⁵ Smelser s'est attardé à l'étude du "collective behavior" qu'il définit ainsi "mobilization on the basis of a belief which redefines social action".⁶ Cela peut se manifester sous la forme d'une explosion collective (collective outbursts), comme par exemple, la panique collective ou encore sous la forme de mouvements collectifs (collective movements), comme par exemple tout effort collectif qui se développera sur une période de temps assez prolongée et ayant pour objectif de modifier les valeurs ou les normes d'une société. C'est à cette dernière que nous allons nous attarder.

Tableau no 2

Les concepts de Smelser et leurs définitions

VALUES: Values state in general terms the desirable end states which act as a guide to human endeavor; they are so general in their reference that they do not specify kinds of norms, kinds of organization, or kinds of facilities which are required to realize these ends...

Values, then, are the most general statements of legitimate ends which guide social action. According to Kluckhohn, they involve "generalized and organized conceptions, influencing behavior, of nature, of man's place in it, of man's relation to man, and of the desirable and nondesirable, as they may relate to man-environment and interhuman relations".

NORMS: If values only are present, no action is possible... Norms, then, are more specific than general values, for they specify certain regulatory principles which are necessary if these values are to be realized. They are the "ways in which the value patterns of the common culture of a social system are integrated in the concrete action of its units in their interaction with each other".

NORM-ORIENTED BELIEFS: Persons who subscribe to a norm-oriented belief envision the restoration, protection, modification, or creation of social norms. More particularly, they may demand a rule, a law, a regulatory agency, designed to control the inadequate, ineffective, or irresponsible behavior of individuals.

VALUE-ORIENTED BELIEFS: A value-oriented belief envisions a modification of those conceptions concerning "nature, man's place in it, man's relation to man, and the desirable and non-desirable as they may relate to man-environment and inter-human relations". This kind of belief involves a basic reconstitution of self and society. Thus our conception of the value-oriented belief resembles Wallace's conception of revitalization; "a deliberate organized, conscious effort by members of a society to construct a more satisfying culture"¹⁰

NORM-ORIENTED MOVEMENT: A norm-oriented movement is an attempt to restore, protect, modify, or create norms in the name of a generalized belief.¹¹

VALUE-ORIENTED MOVEMENT: A value-oriented movement is a collective attempt to restore, protect, modify, or create values in the name of a generalized belief. Such a belief necessarily involves all the components of action; that is, it envisions a reconstitution of values, a redefinition of norms... Such beliefs may involve the restoration of past values, the perpetuation of present values, the creation of new values for the future, or any mixture of these.¹²

Smelser privilégie donc une analyse au niveau des valeurs et des normes de la société. Selon lui, il est possible d'étudier les mouvements collectifs comme par exemple, la naissance et l'évolution d'un mouvement politique, d'un comité de citoyens ou bien encore d'une révolution dans une telle perspective.

Notre intention est de faire de même, mais en analysant non pas un mouvement collectif quelconque mais plutôt un journal de combat et d'opposition. Cette méthode comporte quatre phases. La première consiste à identifier les aspects négatifs que dénonce un message (en l'occurrence celui véhiculé par notre journal). La seconde cherche à déceler qui sont les agents tenus responsables de ces aspects négatifs. La troisième et la quatrième phases sont plus complexes car il s'agit de découvrir si les critiques et les propositions de changement que notre journal véhicule portent au niveau des valeurs ou seulement au niveau des normes de la société. (Entendu que toute redéfinition au niveau des valeurs implique nécessairement une redéfinition au niveau des normes.)

Ainsi donc, les normes sont en quelque sorte les règles du jeu, les propositions concrètes, la terre à terre. Les valeurs, elles, se situent à un niveau plus général. Ainsi, à titre d'exemple, la démocratie se situe au niveau des valeurs alors que le mode de scrutin et le mode de représentation se situent au niveau des normes.

À ce stade, tout est simple, trop simple même. Il est nécessaire de spécifier les valeurs dont il est ici question. Ainsi, si l'on désire

découvrir si les critiques et les propositions de changement de Vrai portent au niveau des normes seulement ou bien au niveau des valeurs (entendu que toute proposition au niveau des valeurs implique nécessairement une redéfinition au niveau des normes), il est nécessaire d'identifier les valeurs dominantes de la société. Cependant, il ne suffit pas d'identifier les valeurs, par exemple, la démocratie, il faut également décrire comment elles s'inscrivent dans la société, par exemple, quelle conception se fait-on de la démocratie dans un milieu donné?

Cette méthode si intéressante qu'elle puisse être n'est pas sans poser quelques problèmes au chercheur. En premier lieu, elle est plutôt impressionniste, il faut le reconnaître. Cependant, il est possible de contourner la difficulté à condition d'identifier avec précision les valeurs dominantes dans la société québécoise de l'après-guerre.

En second lieu, il faut reconnaître que cette méthode qui privilégie l'analyse au niveau des valeurs de la société est de par le fait même résolument fonctionnaliste. On ne saurait le nier et il importe que son utilisateur, quel qu'il soit, en soit pleinement conscient.

Les valeurs de l'idéologie traditionnelle

Au moment de la publication de Vrai (1954-59) le monolithisme idéologique était en perte de vitesse, l'idéologie qui depuis toujours domina la scène québécoise était de plus en plus remise en question par certains éléments progressistes de la société québécoise (intellectuels, syndicalistes, étudiants, etc ...). Néanmoins, cette idéologie dite de conservation qui se caractérisait par son conservatisme irréductible tenait encore, pour un temps du moins, le haut du pavé. Cette idéologie véhiculait naturellement certaines valeurs, ce sont ces dernières auxquelles il convient de s'attarder pour mener à bien notre étude. Cependant, avant de faire le relevé des valeurs dominantes de cette époque il importe de se reporter en arrière afin de mieux saisir l'évolution idéologique du Canada français.

Il est indiscutable que la Conquête a grandement influencé le développement idéologique du Canada français. La rupture du lien nous unissant à la France et la menace que constituaient aux yeux des élites locales les valeurs propres aux vainqueurs provoquèrent une réaction qui se traduisit par l'adoption, pour ne pas dire le maintien, d'une idéologie conservatrice ayant pour objectif de maintenir intactes les valeurs propres à ce peuple en désarroi qui faisait soudain face à la plus grave menace de son histoire.

Les échecs répétés de la bourgeoisie laïque et libérale (1837-38 ainsi que celui de l'Institut canadien qui disparut vers 1878) consacrèrent la suprématie du clergé. Cela donna naissance à un phénomène bien particulier, le cléricanisme.

Les cléricisme marqua profondément notre société, le clergé se trouva à jouer un rôle capital dans notre existence que ce soit au niveau spirituel ce qui est compréhensible, mais également au niveau temporel. Au cléricisme il faut associer le messianisme et l'agriculturisme. L'historien Robert Choquette donna la définition suivante du messianisme:

Le messianisme était une conviction à la fois religieuse et nationaliste. Il provenait d'une attitude catholique ultramontaine alliée à une ambition nationaliste. Il prétendait non seulement que les catholiques formaient le peuple choisi de Dieu, par opposition au protestantisme et aux autres confessions, mais que, parmi les catholiques, les Canadiens français étaient les apôtres providentiels de toutes les nations.

Le cléricisme était d'autre part inséparable du nationalisme. Ce nationalisme très conservateur quant à son contenu était l'un des éléments essentiels de l'idéologie de conservation. Instrument de défense il mettait l'accent sur le passé, le rôle primordial de la famille, la religion, la langue, la vie rurale et son corollaire, le retour à la terre. L'agriculturisme s'accompagnait également d'une forte opposition à l'industrialisation et à ce qui en découlait invariablement l'urbanisation, synonyme de relâchement moral et national.

C'est donc cette idéologie clérico-nationaliste qui dominait encore au moment de la publication de Vrai. Certes elle était remise en cause par certains éléments de la société canadienne-française mais elle tenait encore le haut du pavé. Il est inexact de soutenir que le Canada français a été absolument imperméable aux valeurs véhiculées par la majorité anglo-canadienne, certaines pénétrèrent le rideau de protection qui enveloppait le Canada français, mais comme le fait remarquer Denis Monière:

Les seules valeurs nouvelles auxquelles nous avions accès étaient celles de la collectivité majoritaire. Les Canadiens français, à la longue, tout en les filtrant, laissèrent pénétrer ces idées (libéralisme) mais ils ne les assumèrent pas. Ils s'en servirent plutôt comme instrument de défense afin de protéger la survie de la minorité (ex.: le gouvernement responsable).¹⁴

Les valeurs dominantes de la société canadienne-française à la veille de la révolution tranquille étaient donc le produit de cette idéologie de conservation; s'y ajoutaient cependant certaines valeurs véhiculées par la majorité anglophone. S'y retrouvaient également, quoique très timidement, des valeurs nouvelles véhiculées par les éléments progressistes du Canada français.

Le nationalisme était, nous l'avons constaté précédemment, l'un des éléments déterminants de l'idéologie du Canada français. Ce nationalisme était très conservateur et avait un caractère défensif. Sur le plan politique il se traduisait par la notion de l'autonomie provinciale chère à Maurice Duplessis. Aux yeux de l'élite canadienne-française l'autonomie provinciale était presque un dogme, l'autonomie provinciale était l'instrument par lequel les Canadiens français allaient défendre leurs traditions et leur mode de vie face à la majorité anglophone menaçante en raison de l'idéologie qu'elle véhiculait (i.e. protestante). L'autonomie provinciale était cependant inséparable de l'appartenance du Québec à la Confédération, l'une et l'autre étant aux yeux de l'élite d'alors les meilleurs gages de la survie du peuple canadien-français.

Le nationalisme était alors inséparable de la religion, les Canadiens français s'affirmaient à la fois Français et catholiques. Toute tentative visant à dissocier nation et religion était considérée comme un anathème. Qui plus est comme nous le constaterons un peu plus loin toute

remise en question de l'ordre social se heurtait à la même incompréhension.

La religion dont il est ici question (le catholicisme) se caractérisait par son autoritarisme et son dogmatisme. L'accent était mis sur l'obéissance et le conformisme, le rôle attribué aux laïcs étant très secondaire.

Une autre constante de la pensée religieuse était l'isolationnisme, tant à l'intérieur, relations avec la minorité protestante, qu'à l'extérieur, refus du renouveau véhiculé par certains philosophes chrétiens. Dans une telle perspective, le pluralisme n'était pas de mise.

"L'histoire nous montre que les Canadiens français n'ont pas vraiment cru à la démocratie pour eux-mêmes".¹⁵ Cette petite phrase de P.E. Trudeau souleva bien des controverses dans la mesure où elle heurta profondément les sentiments d'un grand nombre de Québécois. Force est de constater cependant, qu'il est exact que les Canadiens français, du moins l'élite dominante, manifestèrent beaucoup de méfiance à l'égard de la démocratie libérale qui était un article d'importation n'ayant guère de racines locales. L'idéologie ultra-conservatrice y était foncièrement hostile. La démocratie était en effet une menace à l'ordre établi par les élites qui étaient partisans de la hiérarchie et de l'obéissance. Dans un tel climat, il est compréhensible que la démocratie pratiquée au Québec au moment de la publication de Vrai ait été parfois très contestable sous plusieurs rapports. Jean-C. Falardeau a écrit ce qui suit au sujet de la conception de la démocratie chez les Canadiens français (à noter que ces lignes datent de 1960):

De la démocratie, il n'a pas et ne pourra jamais acquérir la conception que s'en fait l'Anglo-saxon, à savoir celle d'une philosophie politique et d'un style de vie. Pour lui, elle désigne exclusivement le régime parlementaire de type britannique auquel il s'est habitué et que ses chefs politiques ont utilisé avec aisance et succès tout au long de son histoire politique.¹⁶

Il est alors compréhensible que la démocratie ait été pour les Canadiens français un outil pour la défense de leurs droits collectifs et non pas une philosophie. Cela explique également l'attitude des Canadiens français face aux entorses à la démocratie telle que pratiquée alors au Québec. En effet, cette attitude très restrictive face à la démocratie et la vision qu'en avaient les élites sont à l'origine de cette immoralité qui caractérisa longtemps la vie politique au Québec, immoralité que dénonçèrent si fortement P.E. Trudeau ainsi que d'autres intellectuels de l'époque. A cet égard, il apparaît que les campagnes visant à assainir la vie politique au Québec durant les années cinquante (enquête Caron sur la moralité, création de la Ligue de moralité, etc...) constituaient une remise en cause en profondeur de nos valeurs morales et politiques.

La pensée sociale au Canada français était elle aussi nettement conservatrice. Ainsi, quant au bien-être et à la sécurité sociale, (Welfare State), l'intervention de l'Etat ne doit pas dépasser certaines limites, (en l'occurrence le minimum indispensable, pas davantage). L'idéal consistait à laisser dans toute la mesure du possible, le champ libre au clergé et aux organisations de charité. Toute intervention d'Ottawa dans ce domaine était mutuellement sévèrement critiquée au nom de l'autonomie provinciale (ce fut le cas en particulier pour les allocations familiales et les pensions de vieillesse, de même que pour l'assurance-santé à laquelle Duplessis s'opposa

au nom de l'autonomie provinciale). L'autonomie provinciale était très souvent un prétexte, un rempart contre toute mesure susceptible de remettre en cause l'ordre des choses.

Il en était de même pour ce qui avait trait à l'éducation, l'on s'opposait à la gratuité de l'éducation et à la création d'un ministère de l'Education. Ainsi remettre en cause le caractère peu démocratique de notre système d'enseignement et en particulier la position qu'y occupaient les collèges classiques était très mal vu, les contrevenants se voyaient fréquemment qualifiés de "communistes". Cet anticommunisme forcené était d'ailleurs l'une des constantes de la pensée officielle au XX^e siècle.

Au chapitre de l'économie la situation qui prévalait était sensiblement la même. L'intervention de l'Etat dans la vie économique était réduite au minimum, l'initiative étant laissée au secteur privé, national ou étranger. C'est ainsi que l'État n'intervint pas dans le secteur des ressources naturelles si ce n'est pour favoriser la mainmise d'entreprises étrangères.

De nombreux chercheurs soulignèrent l'existence au Canada français d'une profonde méfiance à l'endroit du capitalisme. Comme le souligna Denis Monière "La pensée dominante au Canada français se caractérise aussi par son anti-capitalisme. C'était une vision du monde qui venait des étrangers, des autres".¹⁷ Cette interprétation m'apparaît exacte, cependant il faut souligner que le capitalisme finit par s'imposer aux Canadiens français. Il l'accepta, sans enthousiasme, car il ne pouvait simplement pas l'ignorer.

Cependant, il s'en méfia toujours. Il y voyait un élément étranger et perturbateur, le capitalisme étant selon lui responsable de l'industrialisation et de l'urbanisation, deux phénomènes qui mettaient en péril la société agricole et pastorale qu'il privilégiait. Hostile à la grande entreprise la pensée officielle accordait ses faveurs à la petite et moyenne entreprises, jugées plus conformes à l'idéal qu'elle véhiculait. Enfin, quant au syndicalisme, il était l'objet d'une profonde méfiance, même quand il était d'inspiration catholique. Par contre, la pensée officielle était très sympathique au corporatisme qui apparaissait comme une panacée à tous nos maux en plus de faire obstacle à la lutte des classes.

Ce sont donc ces valeurs propres à l'idéologie de conservation qui pour l'essentiel prévalaient encore au moment de la publication de Vrai. Mais comme le souligne Marcel Rioux:

L'idéologie dominante était largement devenue inopérante au niveau des comportements quotidiens. Elle continuait à guider la politique générale de la nation, mais elle n'informait plus le comportement des plus dynamiques qui s'étaient retirés dans leur quant-à-soi ou dans des petits groupes qui oeuvraient à l'intérieur d'autres cadres de référence.

RENVOIS

1. J. Paré, "Allocution", dans l'Information Nationale, janvier 1981, vol. XXX, no 1, p. 8.
2. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
3. B. McKenna et S. Purcell, Jean Drapeau, Montréal, Editions Stanké, 1981, p. 114.
4. Vrai, 2 octobre 1954, vol. 1, no 1, p. 1.
5. Afin de ne pas alourdir inutilement le texte les concepts de Smelser et leurs définitions sont regroupés dans les pages suivantes.
6. N.J. Smelser, Theory of Collective Behavior, New-York, The Free Press, 1962, p. 8.
7. N.J. Smelser, Theory, op. cit., p. 25.
8. Ibid., pp. 26-27.
9. Ibid., p. 109.
10. Ibid., p. 120.
11. Ibid., p. 270.
12. Ibid., pp. 313-314.
13. R. Choquette, Langue et religion, Ottawa, Les Editions de l'Université d'Ottawa, 1977, p. 14.
14. D. Monière, Le développement de la pensée de gauche au Québec à travers trois revues: Cité Libre, Socialisme et Parti Pris, thèse de maîtrise, 1970, p.v.
15. P.-E. Trudeau, "De quelques obstacles à la démocratie au Québec" dans Le fédéralisme et la société canadienne-française, Montréal, 1967, p. 107.
16. J.C. Falardeau, "Les Canadiens français et leur idéologie" dans Canadian Dualism, Toronto, University of Toronto Press, 1960, p. 31.
17. D. Monière, Le développement, op. cit., p. IX.
18. M. Rioux, "Sur l'évolution des idéologies au Québec", dans Revue de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1968/1, p. 113.

CHAPITRE PREMIER:

LE PORTRAIT D'UN JOURNAL DE COMBAT

1.1 L'historique

La création de Vrai à l'automne 1954. Le journal était étroitement associé à la Ligue d'Action civique qui sous la direction de Jean Drapeau remporta une brillante victoire aux élections municipales d'octobre 1954. La Ligue apporta son aide à Jacques Hébert afin d'assurer l'impression et la diffusion du journal en se portant acquéreur de plusieurs dizaines de milliers de numéros qu'elle distribua à des fins de propagande.

Malgré un succès immédiat le journal ne tarda pas à essayer des pertes financières importantes, en moyenne \$250,00 par semaine. Il se trouva dans l'obligation de fermer ses portes durant l'été 1955 malgré une aide financière en provenance de la Ligue (versement de \$1000¹ en mars 1955). Le journal reprit sa publication à l'automne 1955, cependant la situation financière du journal demeurait difficile. Malgré l'aide que lui apportèrent de généreux prêteurs, il ne tarda pas à faire face à une situation désespérée. En mai 1957, un groupe de dirigeants de la Ligue se portèrent acquéreurs du journal via les Editions de la Cité. Cette corporation était détenue majoritairement par le Dr Ruben Lévesque, l'un des dirigeants de la Ligue. A ce moment, le déficit accumulé du journal s'élevait à \$26 946,00.²

Comme le souligna Jacques Hébert, "cette solution extrême mettait fin à l'indépendance de VRAI mais ne changeait en rien son engagement sur le plan politique".³ Vrai devint donc l'organe officieux de la Ligue. (A noter que cela était déjà le cas à toutes fins pratiques.) Jacques Hébert

continua cependant d'assurer la direction du journal jusqu'au printemps 1959, à ce moment-là il démissionna de son poste étant en désaccord avec certains des dirigeants de la Ligue.

Le désaccord ne portait pas sur les activités municipales de cette dernière mais plutôt sur les activités provinciales de cette dernière. Jacques Hébert était favorable à un regroupement des forces de l'opposition afin d'abattre le régime Duplessis, ce à quoi s'opposèrent certains des dirigeants de la Ligue, Jean Drapeau en tête, ces derniers préférant agir seuls. Enfin, Jacques Hébert lui reprochait son manque de structures démocratiques.

Notre journal se voulait selon les mots de Jacques Hébert un "Cité Libre populaire"⁴. Quels furent ses lecteurs, son tirage et à sa diffusion? Jacques Hébert a ainsi tracé le portrait des lecteurs du journal:

Cependant, les lecteurs actuels de VRAI ne sont pas tout à fait ceux que je voulais toucher. VRAI s'adressait au peuple, ce qui explique son "allure" populaire. Mais, je m'aperçois qu'il est lu d'abord par une élite: professionnels, membres du clergé, petits bourgeois, artistes, etc... Faut-il désespérer d'intéresser les ouvriers à VRAI? C'est l'opinion de quelques amis du journal, mais ce n'est pas encore la mienne.

Jacques Hébert m'a déclaré ne pas y être parvenu⁶. Malgré tous ses efforts et en dépit d'un format résolument populaire, le journal ne parvint pas à élargir son audience. Il y avait enfin parmi les lecteurs de Vrai un nombre assez important d'étudiants qui appréciaient le style très agressif du journal.

Un examen des archives des Éditions de la Cité m'a permis de collecter certaines informations quant au tirage et à la diffusion du journal, elles sont cependant, fragmentaires. Je possède quelques renseignements assez précis mais incomplets. Voici donc, les chiffres disponibles. (À noter qu'il s'agit là du tirage global nonobstant les retours.)

Tableau no 3

Le tirage du journal pour certaines semaines

22-02-55:	12 000
1-09-56:	14 000
14-05-57:	16 000
1-12-57:	12 000
1-05-58:	10 000
15-01-59:	11 000

Il s'agit là de données dignes de foi dans la mesure où elles proviennent de rapports de vente découverts dans les archives. Les autres informations dont je dispose sont plus fragmentaires. M. Jacques Hébert m'a affirmé qu'au moment des élections municipales de 1954 et de 1957 le tirage augmenta en flèche suite à l'achat d'un grand nombre d'exemplaires par la Ligue. Certains documents mentionnent un tirage de 150 000 exemplaires fin octobre 1954. Cependant, lesdits documents manquent de clarté: s'agit-il du tirage réel ou du tirage projeté? Le tirage augmenta également en flèche

au moment des élections provinciales en 1956. Le Parti Libéral s'était porté acquéreur d'un grand nombre d'exemplaires pour sa propagande électorale. Les quelques chiffres dont je dispose indiquent qu'un numéro extraordinaire publié à quelques jours des élections compta au moins 100 000 exemplaires et probablement davantage.

Pour ce qui est de la diffusion les quelques renseignements disponibles indiquent que plus de la moitié des exemplaires étaient vendus dans la région de Montréal et le reste en province.

En ce qui concerne les abonnements, le journal comptait en moyenne de 3000 à 3500 abonnés se répartissant à peu près également entre la région de Montréal et le reste de la province. Plus d'une centaine d'exemplaires étaient vendus hors du Québec par abonnements. Le journal se vendait 10 cents l'exemplaire, puis quinze cents durant les derniers mois de son existence. Un abonnement annuel coûtait \$5,00.

Comme on peut le constater, la région de Montréal occupait une position privilégiée. Ceci est compréhensible dans la mesure où Vrai accordait la priorité à la scène politique montréalaise et comptait parmi ses abonnés un bon nombre des membres de la Ligue d'Action civique.

1.2 La forme et le style de Vrai

Quels furent la forme et le style de notre journal? Le numéro typique de Vrai, publié en format tabloïd, comptait généralement douze pages. Quand sa situation financière était particulièrement mauvaise il n'avait que huit pages, ce fut le cas en particulier durant les derniers mois de son existence, par contre il eut parfois seize pages quand sa situation financière le lui permettait. A l'occasion des élections provinciales de 1956 et des élections municipales de 1957, il publia des éditions spéciales comprenant plus d'une vingtaine de pages. Au total, il y eut cinq volumes et 290 numéros.

La forme du journal varia fréquemment en raison de l'apparition et de la disparition de certaines chroniques, telles les pages féminines par exemple. Malgré cela il est possible de tracer un portrait assez fidèle de Vrai. La description sommaire qui suivra est un portrait du journal, tel qu'il apparaissait généralement.

La page-titre se composait comme il se doit de titres en caractères gras destinés à attirer l'attention du lecteur. Parfois on y trouvait les premières lignes d'un article et, à l'occasion une caricature de Robert LaPalme. A la seconde page, il y avait généralement la chronique des consommateurs et le courrier des lecteurs. La troisième page était composée d'articles de fond et l'on pouvait lire en page quatre la chronique humoristique dont il sera question un peu plus loin.

La cinquième page pour sa part était composée d'articles de fond. La sixième page était la plus importante du journal car on y retrouvait la chronique de Jacques Hébert qui s'intitulait "Voyage autour de la semaine". Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une page éditoriale au sens classique du terme, d'ailleurs Jacques Hébert s'y opposait. Il s'agissait plutôt d'une série de commentaires, en moyenne quatre articles par semaine, portant sur les problèmes de l'heure, qu'il s'agisse de questions politiques, sociales, religieuses, culturelles ou autres.

A la septième page l'on retrouvait généralement un article de fond ou une quelconque chronique ainsi que les caricatures de Berthio. Ces dernières au nombre de quatre par semaine furent publiées dans la quasi-totalité des numéros du journal. En ce qui concerne les pages huit et neuf, elles comprenaient généralement des articles de fond.

Les arts se retrouvaient en pages dix et onze. On pouvait lire une chronique cinématographique, une chronique de la radio-télévision, une chronique littéraire ainsi qu'une chronique théâtrale. Enfin, l'on retrouvait à la page douze la chronique sportive de même qu'un article de fond.

L'on retrouvait à l'intérieur du journal de nombreuses chroniques et pages spécialisées, cependant elles étaient publiées de façon irrégulière, si l'on fait exception des pages artistiques et littéraires la seule chronique publiée assez régulièrement était la chronique des consommateurs signée par Michel Leduc.

Les pages féminines furent un bel exemple de cette publication erratique, elles furent publiées pendant quelques mois puis disparurent pour être de nouveau publiées pendant quelques mois. De nombreuses autres chroniques connurent une existence plus ou moins prolongée. Ce fut le cas en particulier de la chronique de l'abbé Pierre qui se réduisait le plus souvent à un très court billet, de la chronique de Gérard Pelletier publiée durant l'année 1958-59, de la chronique de Jacques Languirand connue sous le vocable "Propos insolites", et enfin de celle de Jean-Pierre Goyer.

Notre journal utilisa fréquemment l'enquête-éclair auprès de la population ou de certains personnages notoires. Vrai procédait à quelques interviews portant sur un sujet controversé comme par exemple la peine capitale, l'assurance-maladie ou encore le Plan Dozois et les publiait dans le cadre d'une page consacrée au problème en question, le tout généralement accompagné d'un article de fond.

En plus de cette technique notre journal publiait régulièrement des interviews classiques auxquelles s'ajoutait une Tribune libre. Celle-ci ne parut cependant pas longtemps. Une autre initiative qui ne tarda pas à faire long feu a été celle des dîners-forum de Vrai. Il s'agissait comme le titre l'indique de forum portant sur divers sujets d'intérêt public et réunissant autour d'une table un certain nombre de spécialistes de la question traitée ce jour-là. Il arriva à quelques reprises que le journal publie des extraits d'un volume quelconque, ce fut notamment le cas de l'oeuvre de P.-E. Trudeau La grève de l'amiante. A cela il faut ajouter que Vrai publia de février à août 1958 une série d'articles signés par le même auteur, plus tard

ces articles furent publiés sous forme d'un volume, Les cheminements de la politique. Enfin il arrivait fréquemment que le journal reproduise intégralement les discours de certains hommes politiques, ce fut notamment le cas de Jean Drapeau. Il est à noter que cette pratique devint de plus en plus fréquente avec les années, notamment après que la Ligue d'Action civique ne se porte acquéreur du journal via les Editions de la Cité en mai 1957. Durant les derniers mois de publication la retranscription des discours de Jean Drapeau représentait fréquemment près du tiers du volume total.

Le style de Vrai était caractéristique d'un journal de combat, il s'attaquait avec véhémence à ses adversaires n'hésitant pas à les accuser publiquement de toutes les dépravations, les accusations de mensonge et de malhonnêteté ne manquaient pas, il en résulta une cascade de poursuites judiciaires.

Le ton du journal était polémique et il cherchait délibérément le scandale capable d'ébranler sérieusement l'adversaire, en particulier le régime Duplessis et les adversaires de la Ligue d'Action civique. Au cours de son histoire, Vrai et son directeur s'enflammèrent à plusieurs reprises pour une cause quelconque, ce fut le cas en particulier de la célèbre affaire Coffin. Les nombreuses campagnes contre l'état déplorable du système pénitentiaire et contre le sort réservé aux orphelins et aux handicapés mentaux dans la province s'inscrivaient dans la même veine.

À l'instar de la plupart des autres journaux, Vrai publiait un courrier des lecteurs et il y attachait une grande importance. En premier

lieu il y consacrait beaucoup d'espace, fréquemment plus d'une demi-page et parfois davantage. Si l'on tient compte du fait qu'il ne publiait généralement que douze pages il s'agit là d'un effort exceptionnel. En second lieu, il suscitait délibérément le débat chez ses lecteurs par le biais de ce courrier. Non seulement publiait-il régulièrement les lettres de lecteurs mécontents mais il avait également pour politique de laisser la porte ouverte à ceux qu'il dénonçait afin que ces derniers puissent exercer leur droit de réplique.

Vrai était très désireux de maintenir un contact étroit avec ses lecteurs, il y parvint non seulement par le biais du courrier mais également par l'intermédiaire de rencontres publiques avec ces derniers. Ces rencontres avaient pour objectif de permettre des échanges de vues susceptibles de contribuer à l'amélioration du contenu du journal afin de mieux répondre aux aspirations et désirs des lecteurs. Il s'agissait là d'un geste plutôt inusité pour l'époque.

Une autre facette du style de Vrai était son humour. L'humour est depuis longtemps une arme politique très efficace, de nombreuses publications l'utilisent avec brio parmi lesquelles le célèbre journal parisien Le Canard enchaîné et l'hebdomadaire soviétique Krokodil. Vrai fit de même avec beaucoup de succès. Durant la quasi-totalité de son existence il y consacra une page qui s'intitulait par dérision "Pas vrai".

Cet humour, généralement à saveur politique, visait à conquérir la sympathie des lecteurs et bien entendu à malmener l'adversaire. Vrai

s'attaqua surtout à des individus parmi lesquels Maurice Duplessis, les adversaires de la Ligue d'Action civique (J.O. Asselin, Lucien Croteau et Sarto Fournier) Léopold Richer (directeur du journal duplessiste Notre Temps) et l'historien Robert Rumilly.

Notre journal utilisait plusieurs stratagèmes pour parvenir à ses fins. Il publiait régulièrement des interviews fictifs d'hommes publics ainsi que des textes purement imaginaires attribués à ces derniers ou les mettant en cause. Un bel exemple est celui s'intitulant "Interviou avec le cheuf" (voir annexe 3.1.1). C'est d'ailleurs ce dernier qui fut la victime privilégiée de Vrai comme en témoigne cette annonce électorale fictive publiée au moment des élections provinciales de 1956 (voir annexe 3.1.2). L'humour de Vrai était non seulement très mordant mais également très subtil comme en témoigne le remarquable "Petit lexique canadien-français à l'usage des étrangers de passage dans la province de Québec" réalisé par Jean Pellerin (voir annexe 3.1.3). En moins d'une demi-page ce dernier a remis en cause et ridiculisé les valeurs impérissables de l'idéologie dominante.

Il est à noter que notre journal utilisait également l'arme de l'humour dans ses pages régulières quand l'occasion s'y prêtait. Un bel exemple est le texte qui suit signé par Jacques Hébert, texte justifiant l'emploi de l'arme du rire.

Nous, le bon peuple, M. le ministre, nous avons grand besoin de nous dilater la rate. Si vous ne voulez pas que nous sombrions dans la plus noire neurasthénie, laissez-nous rire... Ca nous fera oublier que nous sommes un peuple bafoué, humilié, vaincu,

irrémédiablement trahi par les petits politiciens que nous élisons par habitude, et parce qu'on ne nous en propose jamais d'autres...

Robert Escarpit auteur d'un excellent petit ouvrage sur l'humour a dit de ce dernier qu'il était

l'équivoque par excellence, le no man's land des valeurs où, de même que l'excentricité avec l'équilibre moral, le conformisme joue à cache-cache avec la révolte, le sourire avec l'amertume, le sérieux avec le scepticisme.

Cela définit assez bien l'humour que pratiquait notre journal, à la fois désespéré et libérateur.

On dit parfois qu'une image vaut mille mots, force est de reconnaître que cela est généralement exact dans le cas de la caricature. La caricature est une arme politique très efficace quand elle est utilisée intelligemment. Un dessin bien fait aura souvent plus de succès qu'un article long de cent lignes. A titre d'exemple l'on peut citer la célèbre poire "Louis-Philippe" du caricaturiste Daumier.

Il est possible au caricaturiste d'exprimer son opinion, de porter un jugement sur un individu ou sur un événement sans tenir compte de certaines règles d'éthique qui sont le lot de ses confrères journalistes. A titre d'exemple il est beaucoup plus facile pour un caricaturiste d'insinuer qu'un tel est un menteur ou un imbécile que ce l'est de l'écrire pour un journaliste. Le caricaturiste américain Jeff MacNelly a résumé ainsi les choses:

Political cartoonists violate every rule of ethical journalism -- they misquote, trifle with the truth, make science fiction out of politics and sometimes should be held for personal libel. But when the smoke clears, the political cartoonist has been getting closer to the truth than the guys who write political opinions.

Vrai publiait chaque semaine environ cinq caricatures. Quatre des caricaturistes les plus réputés du Québec collaborèrent à notre journal: Berthio, Gaucher, Hudon et enfin Robert Lapalme qui collabora également au Devoir. Il serait à la fois très difficile et fastidieux de décrire les caricatures contenues dans Vrai et une image valant mille mots il nous apparaît beaucoup plus simple et plus logique d'en présenter un certain nombre en annexe (voir annexe 3.3).

RENVOIS

1. Archives des Éditions de la Cité.
2. Archives privées de M. J.-Z.-Léon Patenaude.
3. Vrai, 2 mai 1959, vol. 5, no 26, p. 8.
4. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
5. Vrai, 2 avril 1955, vol. 1, no 27, p. 8.
6. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
7. Vrai, 15 janvier 1955, vol. 1, no 16, p. 3.
8. R. Escarpit, L'humour, Paris, PUF, 1972, p. 26.
9. En collaboration, "The Finer Art of Politics", dans Newsweek (New-York), 13 octobre 1980, p. 74.

CHAPITRE DEUXIÈME:

LA POLITIQUE

2.1 Les idées politiques de Vrai

La philosophie politique de notre journal, de même que ses combats se résument en trois grands thèmes: liberté, démocratie et civisme. Bien que Vrai accorda assez peu d'importance à la théorie et à la doctrine il développa néanmoins ces thèmes à fond. Jacques Hébert et P.E. Trudeau s'y attardèrent longuement, ce dernier dans une série d'articles s'intitulant "Les cheminements de la politique". Ces articles représentaient assez fidèlement les principes du Rassemblement.

Liberté et démocratie sont bien entendu, deux thèmes inséparables et il est difficile de les étudier séparément. La liberté était aux yeux de notre journal un préalable à la démocratie. Une société qui glorifie des valeurs, tels l'autoritarisme, le paternalisme, le corporatisme et le nationalisme donne peu de chances à la démocratie. La prééminence du collectif (défense des libertés nationales) et le mépris des libertés individuelles toujours perçues comme étant dangereuses pour l'ordre social n'arrangent pas les choses.

Notre journal s'attaqua au concept de l'autorité pour développer ses vues sur la liberté, P.E. Trudeau écrit à ce sujet:

Or, une des formes d'obstruction les plus systématiques et les plus pernicieuses chez nous semble être l'emploi de l'argument d'autorité... Les politiciens qui invoquent l'argument d'autorité démontrent non seulement la faiblesse de leurs propres raisons,¹ mais également leur mépris pour la raison de leurs interlocuteurs.

Vrai désacralise le concept d'autorité en niant qu'il soit d'origine divine:

Les uns pensent s'en tirer paresseusement en répétant que l'autorité vient de Dieu. Mais ils oublient de nous expliquer pourquoi Dieu la conférerait à des Staline et à des Hitler. Et pourquoi, dans nos démocraties, Dieu s'exprimerait par l'intermédiaire de² bandits électoraux et de fournisseurs de caisse électorale.

L'autorité n'existe en dernière analyse que dans la mesure où l'homme y consent. "En ce sens, ce n'est pas tant l'autorité qui existe, c'est l'obéissance."³

Il est donc compréhensible que notre journal ait constamment fait campagne en faveur des libertés. Il demanda le respect des libertés démocratiques (campagne contre la loi dite "du cadenas") et il lutta contre la loi 34, dans une campagne pour la liberté d'expression et de conscience (affaire Roncarelli: persécutions à l'encontre des Témoins de Jéhova). L'accent était nettement sur les libertés individuelles et non sur les libertés collectives contrairement à la société québécoise de l'époque.

La liberté était aux yeux de notre publication le corollaire indispensable à la démocratie. Elle déplore vivement sous la plume de Jean Paré l'absence d'esprit démocratique au Québec.

Il ne faut imputer le "système" de corruption et d'incompétences dont nous sommes affligés qu'à l'absence à peu près totale chez nous de sens démocratique et surtout de structures démocratiques. Nous possédons ces démocraties de "pure forme" que sont nos gouvernements, provincial et municipaux, mais il nous manque la racine même de la démocratie.⁴

C'est cependant P.-E. Trudeau qui développa le plus le thème de la démocratie dans "Les cheminements de la politique". Insistant sur les mérites de la démocratie, garante des libertés, l'auteur dénonce les entraves à la démocratie au Québec.

Ni la Cour suprême, ni même une charte des droits ne peuvent nous protéger contre les déficiences démocratiques de notre propre pensée. Or... il règne au Québec une hostilité à l'encontre de la liberté politique.

C'est dans cette perspective que notre journal fit campagne contre les mesures anti-démocratiques du régime Duplessis et en particulier contre les nombreux accroc5s au processus démocratique. Ainsi il dénonça la manipulation de la Loi électorale (Bill 34) ainsi que la célèbre Loi du cadenas et le fléau du banditisme électoral. Il s'éleva avec vigueur contre la chasse aux sorcières qui battait son plein au Québec, soulignant que le danger communiste, bien que réel, était infiniment moins dangereux que la menace fasciste représentée par Adrien Arcand et ses partisans. Ceux-ci furent continuellement la cible de Vrai. C'est cependant surtout au chapitre des mœurs politiques qu'il porta ses efforts.

Vrai attribuait au manque d'esprit civique l'immoralité politique du Québec d'alors. Il convenait donc de développer chez les citoyens cet attribut indispensable de la démocratie. C'est pourquoi il apporta son appui aux campagnes du Comité de moralité publique, présidé par Léon J.Z. Patenaude. Celui-ci était par ailleurs propriétaire des Editions de la Cité et donc du journal. Dans cette veine il consacra de nombreux articles à cette question

et il reproduisit in extenso les nombreux discours prononcés sur cette question par Léon J.Z. Patenaude et Jean Drapeau. Cette campagne était dirigée en premier lieu contre les élites politiques:

Comment se fait-il que notre pays, et surtout notre province soient trop souvent dirigés par des hommes sans véritable formation politique, comme sans formation économique, par des tribunes populaires qui avouent sans honte qu'ils ne croient pas aux idées et qu'ils ne lisent jamais un livre, par des politiciens qui ont une double conscience, l'une pour la vie publique et l'autre pour la vie privée, ce qui leur permet d'une part d'aller communier, tous les matins et, d'autre part, de composer avec la pègre, le vice commercialisé, le jeu, de se prêter à tous les tripotages et à toutes les trahisons? On dit souvent qu'on a les chefs qu'on mérite.

Ces lignes de Jacques Hébert témoignent assez bien du peu d'estime que l'on portait à la classe politique dans son ensemble. Vrai estimait cependant que les hommes politiques n'étaient pas les seuls responsables. Commentant la désormais célèbre déclaration des abbés Dion et O'Neill (1956) notre journal écrit:

La condamnation des abbés Dion et O'Neill s'adresse donc tout d'abord à l'élite de notre société, à ces hommes d'affaires qui "versent dans la caisse", à ces artistes, à ces journalistes.

Vrai refusait de jeter la pierre aux simples citoyens écrivant: "nous nous refusons de croire, en principe, à la culpabilité du peuple".⁸

Pour conclure, il apparaît donc que la philosophie politique de notre journal se situe à l'enseigne du libéralisme. Il s'agit donc d'une remise en question des valeurs de la société québécoise marquée au sceau de

l'autoritarisme, du paternalisme et du conformisme. La priorité accordée aux libertés individuelles allait également à l'encontre des valeurs véhiculées par l'idéologie traditionnelle qui privilégiait au contraire les libertés collectives (nationales).

Vrai cependant ne coupa pas tous les ponts avec l'idéologie traditionnelle, l'accent mis sur le thème du civisme en témoigne. En effet, la dénonciation de l'immoralisme de nos moeurs politiques ne vient pas exclusivement de Vrai. De nombreux penseurs québécois le dénoncèrent avant lui, comme l'abbé Groulx par exemple. L'importance que notre journal attachait à ce thème ainsi qu'à son corollaire, la campagne contre la presse "jaune" montrent que Vrai partageait certaines valeurs traditionnelles et il militait activement pour un retour à ces dernières. Cependant, le côté progressiste domina et il véhicula une vision de la société politique radicalement différente de celle qui prévalait à l'époque.

Logique avec lui-même Vrai appliqua sur le terrain les principes philosophiques dont il vient d'être question. Sur la scène politique municipale il s'attarda longuement au civisme, justifiant l'appui qu'il apporta à la Ligue d'Action civique au nom de la restauration de la moralité publique. Sur la scène politique provinciale il lutta avec acharnement contre le régime Duplessis coupable à ses yeux d'entorses à la liberté et à la démocratie. Le régime était également dénoncé pour son immoralisme politique. De même, il dénonça le mouvement fasciste d'Adrien Arcand qui véhiculait des idéaux anti-démocratiques dans la province de Québec.

2.2 La politique municipale

L'analyse quantitative démontre que Vrai accordait une très grande importance à la scène politique municipale montréalaise. Il y consacra 1118 articles soit 28,3% du pourcentage total. Il s'agit là de la première catégorie en importance.

Tableau no 4

La catégorie "Politique municipale"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	18,0	12,1	12,6	47,8	34,8	51,4	31,1	(1031)
Page éditoriale	20,6	5,3	5,8	20,0	12,0	25,0	11,8	(87)
Résultats combinés	18,7	10,2	10,8	43,3	32,0	50,0	28,3	(1118)

Une analyse plus détaillée révèle que le pourcentage d'articles y étant consacrés diminua en 1955 et 1956 par rapport à l'année 1954, cela est attribuable au fait que la publication de notre journal coïncida avec l'élection municipale de 1954 qui porta Jean Drapeau au pouvoir. Le pourcentage augmenta en flèche en 1957 au moment de l'élection municipale qui se tint cette année-là, il diminua quelque peu l'année suivante pour culminer en 1959 alors que le pourcentage atteignit 50,0%. Règle générale il apparaît que le pourcentage d'articles y étant consacrés était plus élevé à l'intérieur des pages régulières qu'à l'intérieur de la page éditoriale, 32,1% contre 11,8%.

Comment expliquer que notre journal ait accordé une telle importance à la scène politique municipale montréalaise? Il y a à cela trois raisons. En premier lieu, Vrai était étroitement lié à la Ligue d'Action civique et ce, dès le début de son existence, pour devenir en mai 1957 l'organe officieux de cette dernière. En second lieu, il faut souligner que Montréal était à ce moment ce que l'on appelle "a wide-open city". La corruption et le crime organisé y régnaient en maîtres avec la complicité de certains hommes politiques. Il en résulta une vaste campagne animée par le Comité de moralité publique (mars 1950) et par la Ligue d'Action civique (février 1951) qui triompha suite à la publication du jugement Caron (8 octobre 1954). L'heure était donc à la lutte pour la moralité publique qui constitua l'une des pierres de touche de notre journal. Il ne pouvait que se joindre au mouvement.

En troisième lieu, il faut se rappeler qu'à cette époque le régime Duplessis tenait le haut du pavé et qu'il était presque indélogeable. Le Parti Libéral était à ce moment assez faible et l'administration Drapeau représentait alors une bonne partie de l'opposition au régime en place à Québec. La lutte menée sur la scène municipale était alors inséparable de la lutte contre le régime Duplessis.

Dès les premiers numéros le journal justifia le support qu'il apportait à la Ligue d'Action civique. Jacques Hébert s'expliqua ainsi:

Je crois sincèrement (comme tant d'autres) que Jean Drapeau, Pierre DesMarais et les candidats de la Ligue d'Action civique sont les hommes qu'il nous faut pour assainir notre politique municipale et administrer efficacement notre ville.

C'est peut-être la première fois dans l'histoire de Montréal qu'une élection municipale a une telle importance. C'est la première fois qu'on propose à l'électorat un groupe d'hommes vraiment neufs qui, par surcroît, ont fait leurs preuves.¹⁰

Et il ajouta: "Nous sommes "pour" Jean Drapeau et la Ligue d'Action civique. Jusqu'à ce que nous ayons de bonnes raisons d'être contre".¹¹

Durant toute son existence notre journal apporta son soutien à la Ligue. Ce soutien ne fit que s'accroître suite à l'achat du journal par cette dernière et suite aux élections municipales de 1957 qui se terminèrent par une défaite surprise de Jean Drapeau. A partir de ce moment Vrai consacra l'essentiel de ses énergies à combattre les adversaires de la Ligue, s'acharnant tout particulièrement contre le successeur de Jean Drapeau, M. Sarto Fournier et toujours à l'affût du scandale qui était alors une denrée courante.

Si notre journal ne ménagea jamais son appui à la Ligue, il lui arriva cependant de la critiquer. Ainsi, il déplorait le caractère trop peu démocratique des structures de cette dernière, Jacques Hébert écrivit ce qui suit à ce sujet:

Je crois, cependant, qu'il faudra un jour ou l'autre démocratiser la Ligue, donner plus de privilèges à ses membres et les intéresser plus directement aux réalisations et aux projets de ses directeurs.

Il est facile de comprendre que jusqu'à dernièrement la Ligue était en pleine action et constituait un véritable mouvement de masse. Ces mouvements ne sont possibles que¹² s'ils sont stimulés par des chefs dynamiques et audacieux.

Le besoin de démocratiser le mouvement avait une grande importance aux yeux de notre journal et de son directeur, comme nous le verrons plus loin cette question contribua à la disparition de Vrai. Aux yeux de notre journal la Ligue devait être bien davantage qu'un parti politique ayant le pouvoir pour unique objectif. Un tel mouvement devait mettre l'accent sur l'éducation politique de ses membres et des citoyens pour propager le civisme.

Les quelques réserves que manifesta notre journal à l'endroit de la Ligue ne l'empêchèrent cependant pas de lui apporter un soutien sans failles du début à la fin. L'actif l'emportait largement sur le passif. La Ligue représentait aux yeux de notre journal un grand pas en avant au chapitre de la démocratie et du développement du sens civique chez les citoyens. De surcroît la Ligue était alors un des rares mouvements politiques capables de s'opposer avec un certain succès au régime Duplessis, Vrai ne l'ignorait pas.

2.3 La politique provinciale

Bien que Vrai ait accordé de façon continue la priorité à la scène politique municipale il s'intéressa vivement à la scène politique provinciale. Il y consacra 456 articles soit 11,5% du pourcentage total. Il s'agit là de la troisième catégorie en importance.

Tableau no 5

La catégorie "Politique provinciale"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	3,4	1,8	19,9	9,2	11,5	25,0	12,4	(397)
Page éditoriale	1,5	0,8	7,5	8,8	15,2	37,5	8,0	(59)
Résultats combinés	2,8	1,5	16,7	9,1	11,9	25,6	11,5	(456)

Une analyse un peu plus détaillée révèle que notre journal ne s'attarda que très peu à la scène politique provinciale durant les deux premières années de son existence. Par la suite, il s'y attarda de plus en plus le pourcentage d'articles y étant consacrés atteignant 16,7% en 1956, année électorale. Il diminua sensiblement l'année suivante pour augmenter régulièrement par la suite. Cette augmentation régulière à partir de 1956 coïncida avec le durcissement de la position de notre journal à l'endroit du régime Duplessis alors que l'affrontement entre ce dernier et la Ligue d'Action civique prenait de l'ampleur.

Il était inévitable que Vrai s'oppose violement au régime Duplessis tant il est que ce régime représentait tout ce que notre journal honnissait: la corruption, l'immoralisme, le conservatisme, (particulièrement dans les secteurs des affaires sociales et de l'éducation) et les pratiques anti-démocratiques.

Vrai mena donc la lutte contre le régime avec tous les moyens à sa disposition, utilisant tour à tour le pamphlet, l'humour et recherchant toujours le scandale. Au moment des élections de 1956 notre journal publia un numéro spécial de vingt pages entièrement consacré à la lutte contre le régime. Jacques Hébert résuma ainsi la position du journal:

Nous croyons que le régime duplessiste est néfaste à la Province, qu'il est devenu une dictature réactionnaire et qu'il faut l'abattre si nous voulons rester des hommes libres.¹³

On retrouve dans cette petite phrase deux des trois thèmes de prédilection de notre journal, la liberté et la démocratie, le troisième étant le civisme.

Vrai reprochait tout particulièrement à Duplessis son mépris des libertés démocratiques et le climat de peur qu'il entretenait. Notre journal qualifiait le régime de "fascisme larvé"¹⁴, expression utilisée par les abbés Dion et O'Neill dans leur vigoureux réquisitoire contre les moeurs politiques de l'époque.

La position de notre journal à l'endroit du régime ne tarda pas à lui attirer des ennuis de toutes sortes. Ainsi, il a été l'objet d'attaques

sournoises, le régime exerçant des pressions sur les annonceurs de Vrai afin de les persuader de retirer leur confiance au journal.

Malgré son opposition au régime de Duplessis, Vrai hésitait à soutenir le Parti Libéral, qu'il estimait "démembré et désaxé".¹⁵ Notre journal reprochait à ce dernier de ne pas suffisamment appuyer le mouvement syndical, de n'être pas réellement démocratique. Il était par ailleurs très sympathique à l'endroit de Georges-Emile Lampalme, des jeunes libéraux et des réformistes, tel Jean-Louis Gagnon, animateur du journal La Réforme. Il considérait néanmoins, que le Parti Libéral avait encore un bon bout de chemin à parcourir avant d'être réellement un outil de changement démocratique. P.E. Trudeau, envoyé spécial de Vrai au congrès libéral provincial de 1958 reconnaît cependant: "Il serait injuste d'imputer au seul Parti Libéral un anti-démocratisme qui est la caractéristique de notre peuple tout entier".¹⁶

Notre journal manifestait une plus grande sympathie à l'endroit de la section québécoise du parti C.C.F. connue sous le nom de Parti social-démocratique et dirigée par Mme Thérèse Casgrain. De même Vrai était très sympathique à l'endroit du Rassemblement (1956) auquel Jacques Hébert adhéra d'ailleurs aux côtés de P.E. Trudeau et d'André Laurendeau pour ne citer que ceux-là. Toutefois, Vrai ne s'engagea pas formellement ni pour l'un ni pour l'autre. Il appuya cependant lors des élections provinciales de 1956 quelques candidats indépendants opposés à l'Union Nationale, dont Pierre Laporte, collaborateur du journal.

Le peu de succès obtenu par le Parti social-démocratique et par le Rassemblement persuada notre journal de la nécessité de mettre sur pied un rassemblement des forces de l'opposition pour abattre le gouvernement Duplessis. Vrai préconisait une quelconque alliance des forces de l'opposition ou encore la mise au point d'une entente électorale permettant de ne présenter qu'un seul candidat de l'opposition dans chaque circonscription s'il s'avérait impossible de mettre sur pied l'alliance tant souhaitée des forces de l'opposition. La création au début de 1959 de l'Union des Forces démocratiques qui regroupait des libéraux, des partisans du Parti social-démocratique, des membres de la Ligue d'Action civique, des syndicalistes et des universitaires parmi lesquels P.E. Trudeau constitua une de ces tentatives qui échouèrent. Le refus de certains membres de la Ligue d'Action civique parmi lesquels Jean Drapeau de conclure une telle alliance ainsi que des querelles idéologiques au sein même de l'Union des Forces démocratiques contribuèrent à cet échec. La position de la Ligue d'Action civique telle qu'exprimée par Jean Drapeau poussa Jacques Hébert à abandonner la direction du journal au printemps 1959.

2.4 La politique fédérale

L'analyse quantitative révèle que notre journal se préoccupa assez peu de la scène politique fédérale. Il y consacra seulement 32 articles soit 0,8% du pourcentage total. Il s'agit là de la seizième et dernière catégorie en importance. Comment expliquer ce manque d'intérêt?

Tableau no 6

La catégorie "Politique fédérale"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	0	0,6	1,5	0,2	0,9	0,3	0,7	(23)
Page éditoriale	0	0	1,3	2,4	1,6	0	1,2	(9)
Résultats combinés	0	0,4	1,5	0,6	1,0	0,3	0,8	(32)

En premier lieu, les questions municipales et provinciales tenaient nettement le haut du pavé dans l'échelle des priorités de notre journal. En second lieu, Vrai n'avait tout simplement pas les moyens financiers nécessaires pour couvrir la scène politique fédérale.¹⁷ Il ne pouvait pas se payer le luxe d'entretenir un courriériste parlementaire à Ottawa.

Vrai était très critique à l'endroit du Parti Libéral fédéral lui reprochant son manque d'imagination, notamment en matière économique, ainsi que l'alignement de notre politique étrangère sur celle des U.S.A. Il lui apporta tout de même un appui sans enthousiasme à titre de moindre mal. Le Par-

ti conservateur quant à lui était dénoncé parce qu'ignorant de la réalité québécoise et impérialiste en matière de politique étrangère. Vrai résuma ainsi sa position face à la scène fédérale:

Non. Pour le moment, soyez tranquille, nous continuerons à voter pour les libéraux. Sans enthousiasme, bien sûr, mais en nous disant qu'avec eux, au moins, on a un premier ministre qui s'appelle Louis Stephen St-Laurent. En fait, ça ne signifie à peu près rien, mais ça nous chatouille quelque chose, tout au fond des entrailles. (Petites sensations pour refoulés...)

Laissez-nous rire M. le ministre. Devenus sérieux, nous pourrions penser, tout à coup, qu'un troisième parti, même essentiellement canadien-français à Ottawa, serait la seule solution logique à nos problèmes politiques.

Notre journal était particulièrement critique à l'endroit de la politique étrangère du gouvernement St-Laurent qu'il jugeait trop alignée sur celle des U.S.A. Vrai souhaitait que le Canada prenne ses distances à l'endroit de la politique étrangère U.S. tout particulièrement en matière d'alliances militaires (remise en question de la participation canadienne à l'O.T.A.N. et dénonciation de la présence militaire américaine en sol canadien) et de diplomatie. Ainsi notre journal était favorable à la reconnaissance diplomatique de la Chine rouge et il déplorait que le Canada apporte son concours à la politique de "containment" pratiquée par Washington. Dans le même ordre d'idées il déplorait que le Canada n'adopte pas une politique plus rigoureuse en matière de désarmement et d'aide au tiers-monde. Plus tard, c'est-à-dire durant les derniers mois de son existence Vrai apporta son appui à John Diefenbaker et Lester B. Pearson qui désiraient tous deux mettre sur pied une politique étrangère plus indépendante vis-à-vis celle des U.S.A.

Le jugement très critique que portait notre journal à l'endroit de la politique étrangère canadienne allait donc résolument à contre-courant. Il fallait à cette époque beaucoup de courage et d'audace pour remettre en question les grandes orientations de notre politique étrangère. Particulièrement pour ce qui avait trait à l'alliance indiscutée avec les Etats-Unis.

2.5 La question nationale

Notre journal n'accordait qu'une importance modérée aux différents aspects de la question nationale. Il y consacra 78 articles soit 2,0% du pourcentage total. Il s'agit là de la treizième catégorie en importance ex-quo avec la catégorie Questions féminines.

Tableau no 7

La catégorie "Question nationale"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	2,8	3,9	2,3	1,4	1,1	1,4	1,8	(59)
Page éditoriale	7,4	3,0	4,4	0	0	0	2,6	(19)
Résultats combinés	4,1	3,7	2,8	1,1	1,0	1,3	2,0	(78)

Une analyse un peu plus détaillée révèle que notre journal s'y attarda surtout durant les trois premières années de son existence alors que battait son plein la controverse autour du Queen Elizabeth Hotel, les associations patriotiques francophones parmi lesquelles la SSJB faisant campagne afin que cet hôtel porte un nom francophone, incidemment cette campagne fut un échec.

Les relations fédérales-provinciales et partant le concept de l'autonomie provinciale, cher à Maurice Duplessis dominaient alors la scène. Notre journal prit position en faveur du Québec au sujet de la querelle fiscale qui opposa Maurice Duplessis et Louis Saint-Laurent. Vrai estimait que le Québec était en droit de réclamer davantage de ressources financières afin de pouvoir exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles. Cependant, il s'agissait là d'un appui réservé car notre journal était toujours très critique à l'endroit de Maurice Duplessis l'accusant d'exploiter l'autonomie provinciale à des fins basement partisans.

Au surplus, Vrai appuya le fédéral dans la querelle des subventions fédérales aux universités du Québec. S'il y avait bien là intrusion d'Ottawa dans un domaine de juridiction provinciale, le grand responsable c'était Maurice Duplessis qui refusait d'accorder une aide suffisante aux universités du Québec. Vrai dénonce ainsi la politique de Maurice Duplessis:

L'autonomie servira-t-elle encore longtemps à maintenir nos institutions dans l'indigence et à compromettre notre avenir sur le plan culturel?¹⁹

Notre journal dénonçait fréquemment la politique autonomiste pratiquée par Maurice Duplessis. En premier lieu, il reprochait à Maurice Duplessis de ne pratiquer l'autonomie qu'en surface, c'est-à-dire de l'utiliser à des fins essentiellement partisans.

Ce n'est pas l'autonomie qui est un obstacle à l'éducation, mais M. Duplessis lui-même. Ce n'est pas l'autonomie qu'il faut faire disparaître, mais l'homme qui s'en sert pour tromper ses électeurs.²⁰

En second lieu, il déplore le peu de contenu de la politique autonomiste de Maurice Duplessis. Aux yeux de notre journal la défense de l'autonomie devait se traduire par un ensemble de politiques sociales et économiques pour assurer le développement du Québec.

Vrai ne remet pas pour autant en question le concept même de l'autonomie provinciale, ainsi il souligne le besoin:

De conserver des barrières autonomistes auxquelles les Canadiens français tiennent parce qu'elles leur sont un atout précieux dans la conservation de leurs caractères particuliers. Il s'opposa également à une plus grande centralisation des pouvoirs.²¹

Ceci nous amène à traiter de la position de Vrai face au nationalisme. Notre journal manifestait beaucoup de méfiance à l'endroit du nationalisme. Jacques Hébert, par exemple, n'éprouva jamais beaucoup de sympathie à l'endroit du nationalisme, il professait au contraire des sentiments internationalistes. Il résuma ainsi son opinion sur la question:

Je ne suis pas nationaliste, mais je respecterai toujours les nationalistes d'action comme François-Albert Angers. Et je serai nationaliste avec eux.

Mais que Dieu me garde des pseudo-nationalistes, des patriotards étroits d'esprit, de tous ces pharisiens habillés d'étoffe du pays et qui nous parlent de "L'Achat Chez-nous" comme si c'était plus important que la charité chrétienne.²²

En dépit d'une opposition de principe au nationalisme notre journal apporta à l'occasion son appui à des causes nationalistes. Dans l'affaire du "Queen Elizabeth Hotel", Vrai se rangea du côté des nationalistes en demandant une dénomination de langue française. De même notre journal défendit les francophones de Pontiac menacés d'assimilation. Cependant Vrai prenait toujours ses distances à l'endroit du nationalisme.

Il n'est pas dans les habitudes de VRAI de brandir à tout propos l'oriflamme nationaliste. Nous ne le ferons pas davantage aujourd'hui. Dans l'affaire de Pontiac, c'est la simple justice qui est lésée. C'est au nom de la justice et non du nationalisme que nous dénonçons les responsables de la situation faite aux Canadiens français de Pontiac.²³

Aux yeux de notre journal le nationalisme était trop souvent utilisé à des fins personnelles, ainsi Vrai dénonça et tout particulièrement Maurice Duplessis:

Or, on sait que si M. Duplessis aime bien utiliser la religion et le clergé à ses fins, il ne déteste pas non plus se servir du nationalisme et de nos institutions patriotiques.²⁴

Par ailleurs notre journal par la voix de Jacques Hébert associait sa critique du nationalisme à la critique des élites:

Nous sommes toujours très durs lorsque nous croyons avoir été trahis par un maudit "Anglais" (cf. l'affaire Campbell) mais nous subissons sans révolte apparente les trahisons de nos chefs de file, de nos dirigeants et de nos petits politiciens qui jouent aux patriotes. Et pourtant, les défaillances de notre élite sont bien plus graves que les autres, elles nous rongent par l'intérieur, elles avilissent notre âme même.²⁵

Vrai était résolument fédéraliste, il dénonça vigoureusement Raymond Barbeau et l'Alliance Laurentienne. Outre les arguments d'ordre économique, notre journal utilisait des arguments d'ordre politique, soutenant que l'indépendance ne résoudrait rien et qu'elle pourrait même aggraver les choses.

Mais alors, en quoi saurions-nous mieux nous réaliser dans un Etat séparé que dans une province "autonomiste" où nous n'utilisons pas nos ressources matérielles et spirituelles? Pourquoi M. Duplessis, s'il était président d'une petite république à la sud-américaine, serait-il plus respectueux de la liberté des citoyens, plus conscient des droits de l'opposition, plus empressé à démocratiser l'enseignement, à respecter les ouvriers, à exploiter plutôt qu'à donner nos richesses naturelles, etc.?... Cette indépendance illusoire qu'ils réclament ne résoudrait aucun de nos problèmes car le mal est en nous-mêmes²⁶ et non dans les structures, aussi imparfaites soient-elles.

Seule notre union avec le reste au Canada et le pacte fédératif retiennent les semences²⁷ de la dictature de croître librement dans notre province.

On retrouve là les points pivots de la pensée de notre journal soit le procès du nationalisme et la priorité absolue accordée à la défense des libertés.

Vrai était néanmoins très critique à l'endroit de certains aspects de la réalité canadienne, tels par exemple le sort parfois injuste réservé aux francophones hors Québec et l'absence d'une réelle politique de bilinguisme. Notre journal estimait cependant que les questions linguistiques et raciales n'expliquaient pas tout:

Quant à l'infériorité matérielle du Canadien français, elle n'est qu'une résultante de la structure capitaliste, dans laquelle le minoritaire est toujours plus exploité que le majoritaire, non pas à cause de sa distinction,²⁸ de langue ou de race, mais à cause de sa distinction tout court.

Notre journal était donc anti-nationaliste, ce faisant il s'en prenait à une valeur maîtresse de la société québécoise d'alors et d'aujourd'hui. Certes il lui arriva parfois de soutenir des causes à saveur nationaliste, comme par exemple la défense des droits des francophones hors-Québec ou encore le respect du fait français au Québec, mais il le faisait au nom de la justice et non pas du nationalisme.

Par contre bien que critique à l'endroit de la politique autonomiste pratiquée par Maurice Duplessis il ne remettait pas formellement en cause le principe même de l'autonomie provinciale. Quant au reste Vrai adopte des positions plutôt classiques, il ne remet nullement en cause l'appartenance du Québec à la Confédération et il s'affiche partisan du bilinguisme institutionnalisé.

2.6 La politique internationale

Vrai attribuait malgré ses faibles ressources une place de choix à la scène politique internationale. Il y consacra 287 articles soit 7,3% du pourcentage total. Il s'agit là de la quatrième catégorie en importance.

Tableau no 8

La catégorie "Politique internationale"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	9,0	6,7	12,4	6,3	4,5	0,7	6,7	(216)
Page éditoriale	10,3	11,4	9,3	8,8	10,4	0	9,6	(71)
Résultats combinés	9,3	8,0	11,6	6,7	5,3	0,6	7,3	(287)

Une analyse un peu plus détaillée révèle qu'il s'y attarda davantage durant les trois premières années de son existence, cet intérêt culminant en 1956 année de l'expédition de Suez et de l'invasion de la Hongrie par l'U.R.S.S. Par la suite, notre journal accorda moins d'importance de la priorité allant aux questions municipales et provinciales. Il est cependant à noter que Jacques Hébert à l'intérieur de la page éditoriale continua de s'y intéresser avec régularité si l'on fait exception de l'année 1959 durant laquelle il abandonna la direction du journal.

Publié au coeur de la "guerre froide" notre journal affichait un pacifisme inconditionnel, il était partisan du désarmement général sous les auspices de l'O.N.U. et dénonçait tout particulièrement les armes nucléaires. Il était cependant conscient du fait que les moyens d'action de l'O.N.U. étaient insuffisants pour atteindre cet objectif et il était sceptique quant à la réelle volonté d'agir des gouvernements de ce monde, ainsi il faisait plutôt appel à l'opinion publique.

La paix est possible. Mais il faut la défendre constamment. Ce sont d'abord les gens ordinaires comme vous et moi qui ne voulons pas nous faire tuer pour rien, qui feront la paix... C'est l'esprit démocratique des peuples, c'est leur vigilance vis-à-vis leurs gouvernements, c'est leur refus des idéologies bellicistes, des appels à la guerre, c'est la volonté indéfectible de régler les différends internationaux et idéologiques sans recourir à la force, qui rendront la paix possible.

Vrai dénonçait constamment l'atmosphère guerrière entretenue par les instances gouvernementales et par les médias de l'époque prônant au contraire une politique de dialogue et de compréhension mutuelle. C'est dans un tel état d'esprit que le directeur de Vrai se rendit en Pologne ce qui déclencha par la suite une violente polémique dans la presse québécoise.

Notre journal eut toujours une attitude très critique à l'égard des U.S.A. C'était là une attitude peu courante au Québec, particulièrement dans les médias. Vrai reprochait aux U.S.A. de pratiquer une politique étrangère impérialiste et de violer les droits de l'homme chez eux en raison de la politique de ségrégation raciale.

Plus précisément il déplorait la ligne dure adoptée par John Foster Dulles à l'endroit de l'U.R.S.S. considérant que cette politique contribuait grandement au maintien de la guerre froide alors que la disparition de Staline et l'arrivée au pouvoir du tandem Boulganine-Khrouchtchev eurent pour conséquence l'amorce d'un certain dégel à Moscou.

Vrai n'était pas pour autant favorable au régime soviétique qu'il dénonça fréquemment en raison des violations répétées des droits de l'homme qui s'y produisaient. De même, il critiqua fréquemment la politique étrangère de Moscou, notamment lors de l'intervention armée en Hongrie. Toutefois, notre journal n'hésitait pas à souligner le cas échéant certains des aspects positifs du régime, qu'il s'agisse de la politique d'ouverture à l'égard de l'Occident ou encore de la politique de libéralisation qui fut pratiquée par les successeurs de Staline. Vrai cherchait surtout à bouleverser certaines idées reçues, dont l'image entièrement négative que l'on présentait de l'Union Soviétique au Québec et ailleurs en Occident. Il en était de même pour les U.S.A. car Vrai en donnait une image très différente de celle qui était alors véhiculée par les médias au Québec.

La question coloniale était un autre thème de prédilection de notre journal. Tout au long de son existence il dénonça les méfaits du colonialisme s'attardant tout particulièrement à la question algérienne et à la politique de la Grande-Bretagne au Kenya. Dans le même ordre d'idées il dénonça vigoureusement l'expédition franco-britannique de Suez.

Il apparaît donc que les positions adoptées par Vrai en matière de politique internationale allaient résolument à contre-courant. Le pacifisme inconditionnel qu'il affichait tranchait avec l'atmosphère guerrière qui prédominait alors, de même son attitude très hostile à l'égard des U.S.A. et son anti-colonialisme viscéral n'étaient pas choses courantes au Québec et au Canada. Enfin, son refus de condamner sans appel l'U.R.S.S. heurtait de front l'une des valeurs les plus sûres de la société québécoise de cette époque soit un anti-communisme inconditionnel. En s'en prenant ainsi à certaines valeurs dominantes (support inconditionnel aux U.S.A. et anti-communisme virulent) notre journal se trouva à faire oeuvre de démystification.

RENVOIS

1. Vrai, 17 mai 1958, vol. 4, no 37, p.7.
2. Vrai, 22 février 1958, vol. 4, no 25, p.5.
3. Vrai, 1 mars 1958, vol. 4, no 26, p.5.
4. Vrai, 21 mars 1959, vol. 5, no 20, p.8.
5. Vrai, 21 juin 1958, vol. 4, no 42, p.7.
6. Vrai, 20 novembre 1954, vol. 1, no 8, p.3.
7. Vrai, 1er septembre 1956, vol. 3, no 1, p.5.
8. Vrai, 1er septembre 1956, vol. 3, no 1, p.5.
9. Vrai, 23 octobre 1954, vol. 1, no 4, p.11.
10. Vrai, 16 octobre 1954, vol. 1, no 3, p.7.
11. Vrai, 8 janvier 1955, vol. 1, no 15, p.16.
12. Vrai, 7 mai 1955, vol. 1, no 31, p.3.
13. Vrai, 2 juin 1956, vol. 2, no 33, p.6.
14. Vrai, 1er novembre 1958, vol. 5, no 3, p.6.
15. Vrai, 6 novembre 1954, vol. 1, no 6, p.3.
16. Vrai, 14 juin 1958, vol. 4, no 41, p.12.
17. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
18. Vrai, 15 janvier 1955, vol. 1, no 16, p.3.
19. Vrai, 3 novembre 1956, vol. 3, no 10, p.5.
20. Vrai, 8 mars 1958, vol. 4, no 27, p.8.
21. Vrai, 8 mars 1958, vol. 4, no 27, p.8.
22. Vrai, 23 avril 1955, vol. 1, no 30, p.12.
23. Vrai, 19 novembre 1955, vol. 2, no 5, p.3.

RENVOIS (suite)

24. Vrai, 18 mai 1957, vol. 3, no 38, p.12.
25. Vrai, 2 avril 1955, vol. 1, no 27, p.5.
26. Vrai, 15 novembre 1958, vol. 5, no 5, p.10.
27. Vrai, 29 juin 1957, vol. 3, no 44, p.9.
28. Vrai, 20 octobre 1956, vol. 3, no 8, p.5.
29. Vrai, 17 novembre 1956, vol. 3, no 12, p.5.

CHAPITRE TROISIÈME :
LES QUESTIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

3.1 Les affaires sociales

Notre journal accordait une assez grande importance aux affaires sociales. Il y consacra 251 articles soit 6,4% du pourcentage total. Il s'agit là de la cinquième catégorie en importance.

Tableau no 9

La catégorie "Affaires sociales"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	9,6	21,8	8,3	5,9	2,4	0,7	6,8	(218)
Page éditoriale	0	8,3	5,8	4,1	1,6	0	4,5	(33)
Résultats combinés	6,9	18,0	7,6	5,7	2,3	0,6	6,4	(251)

Un examen attentif des données révèle qu'il s'y attarda surtout durant les trois premières années de son existence, tout particulièrement en 1955 alors que le pourcentage s'éleva à 18,0%. Par la suite, il s'y intéressa moins la priorité allant aux questions municipales et provinciales.

La première question à laquelle s'attarda notre journal était celle de la pauvreté et de son corollaire, le problème du logement. Il s'agissait là, encore une fois d'une véritable croisade, Vrai revenait sans cesse sur le sujet et il alla même jusqu'à mettre sur pied une caisse d'urgence en faisant appel à la générosité de ses lecteurs. Le logement était

alors à Montréal, l'objet de controverses très animées particulièrement autour du célèbre Plan Dozois pour l'élimination des taudis. Les discussions avaient une saveur nettement politique car Québec était favorable au Plan Dozois alors que l'administration Drapeau-Desmarais s'y opposait.

Vrai se préoccupa également du problème de la santé. Il dénonçait la vétusté du système de santé publique. Il attaqua tout particulièrement le système hospitalier, auquel il reprochait son caractère bureaucratique et mercantile. Enfin il déplorait l'état lamentable des finances de certains hôpitaux, en particulier des hôpitaux francophones.

Deux mesures s'imposaient selon notre journal: d'une part, l'instauration d'un régime d'assurance-santé et d'autre part, l'étatisation des hôpitaux. Il reconnaissait le droit à la santé et dénonça ses détracteurs sous la plume de René Lévesque.

Imaginez il y a des gens qui osent considérer la santé, non pas comme un droit privé et librement inabordable, mais comme un devoir collectif. Un devoir que chacun remplit selon ses moyens, en payant des impôts comme on fait pour avoir des choses aussi vulgaires que l'école pour apprendre l'ABC... Même qu'en remplissant ce devoir on arrive à deux pas d'enlever à l'homme libre son droit sacré d'être malade sans pouvoir se faire soigner.

Notre journal se pencha enfin sur les institutions sociales. Ici également Vrai se lança dans une croisade. Il dénonça tout particulièrement la situation qui régnait dans les orphelinats, soulignant la nécessité d'une réforme en profondeur et appelant une intervention accrue de l'Etat.

Il s'agissait là, comme Jacques Hébert le souligna lui-même,² d'une façon détournée de s'en prendre au clergé.

En définitive Vrai remettait en cause la pensée sociale du Québec d'alors. Elle était ouvertement qualifiée de rétrograde. Gérard Pelletier définit la position de notre hebdomadaire dans l'un des rares articles à caractère théorique qu'il consacra à la question. L'auteur dénonce tout d'abord l'immobilisme qui caractérise notre pensée sociale:

Mais ce qui nous occupe ici n'est pas la prudence; c'est une certaine forme de panique irraisonnée à la seule idée d'une transformation des rapports sociaux ou des institutions sociales. C'est une certaine idolâtrie à l'endroit de l'ordre établi qui fait tenir pour sacré tout ce qui existe, et quelle qu'en soit l'origine; pour détestable toute évolution, quels qu'en soient les motifs.

Puis il insiste sur la nécessité du changement dans le respect de l'homme:

L'attitude fondamentale qui peut nous unir tous dans l'action sociale, c'est précisément le respect de l'homme, du prochain, qu'il nous est interdit de subordonner à aucun bien matériel...

Mais il est temps que je m'arrête. Je vous ai proposé, comme incarnation de la charité, comme mise en oeuvre du sens social, quatre attitudes:

- consentir au changement, i.e. voir la société dans une perspective dynamique;
- engager le dialogue, i.e. ne jamais refuser d'écouter le prochain;
- admettre au départ que la réforme sociale est l'affaire de tous;
- baser⁴ notre action sur le respect de l'homme, ambassadeur de Dieu.

Il est à remarquer que notre journal par ailleurs si critique à l'endroit du clergé se réclame ici des principes du christianisme pour appuyer ses affirmations. Vrai s'inspirait donc de la doctrine sociale de l'Eglise mais dénonçait l'interprétation essentiellement conservatrice qu'en donnaient nos élites politiques et religieuses.

Il importe ici de distinguer nettement entre la morale sociale catholique telle qu'élucidée par certains papes particulièrement attentifs aux bouleversements des sociétés modernes, et la doctrine sociale de l'Eglise, telle qu'elle fut comprise et appliquée au Canada français.

Notre journal remettait donc en question la pensée sociale du Québec d'alors qui se caractérisait par son archaïsme et son immobilisme. Il était au contraire partisan d'une politique sociale hardie s'inscrivant dans une dynamique du changement se traduisant par une intervention accrue de l'Etat dans le secteur des affaires sociales.

Une telle politique sociale allait à l'encontre de l'une des valeurs clé de la société québécoise soit l'anti-étatisme qui se traduisait par une politique de laissez-faire, le secteur des affaires sociales étant le plus souvent abandonné à l'initiative privée et au clergé. Au contraire, Vrai était partisan de l'établissement d'un "Welfare State" afin de remédier aux abus du capitalisme et d'établir une société plus juste.

3.2 L'économie

Vrai était peu porté sur l'économie n'y consacrant que 54 articles soit 1,4% du pourcentage total. C'est la quinzième catégorie en importance. Une analyse plus détaillée des données montre qu'il s'y intéressa un peu plus durant les deux premières années de son existence pour s'en désintéresser par la suite faute d'espace et de moyens financiers. De surcroît Vrai parut pendant une période de croissance soutenue de l'économie. En période de prospérité les questions économiques attirent moins l'attention qu'en période de crise.

Tableau no 10

La catégorie "Economie"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	3,4	5,5	1,7	0,2	1,1	1,7	1,6	(52)
Page éditoriale	0	0,8	0	0	0,8	0	0,3	(2)
Résultats combinés	2,4	4,1	1,3	0,2	1,1	1,6	1,4	(54)

Sous la plume de Roland Parenteau de l'Ecole des hautes études commerciales Vrai s'attarda tout particulièrement aux questions suivantes: développement économique et main-mise étrangère sur notre économie.

Vrai dénonçait tout particulièrement l'exploitation éhontée des ressources naturelles du Québec. À ce titre, notre journal dénonça avec vigueur l'accord liant le gouvernement du Québec et la compagnie Iron Ore of Canada. Cet accord, nous le savons, se traduisait par le versement de royalties de l'ordre d'un sous la tonne à l'Etat du Québec. Notre journal soutenait que cette entente ne profitait en définitive qu'aux grandes entreprises étrangères, le Québec ne récoltant que des miettes. Aux yeux de Vrai le grand responsable était le régime Duplessis qui se trouvait ainsi non seulement à vendre les ressources naturelles du Québec pour une bouchée de pain mais également à faire obstacle au développement d'une industrie sidérurgique nationale.

Par ailleurs, c'est toute la stratégie de développement économique prônée par le régime Duplessis ainsi que par C.D. Howe que notre journal remettait en question. Il s'agit de la politique de portes ouvertes à l'endroit des investissements étrangers dans les différents secteurs de l'économie du Canada et tout particulièrement dans le secteur des richesses naturelles. Aux yeux de notre journal cela résultait en un "Patrimoine national dilapidé."⁶

Vrai préconise l'intervention de l'État pour corriger cette situation. La nationalisation est considérée comme une option valable en certaines occasions. Ainsi, notre journal prône la nationalisation de l'électricité et du réseau de distribution du gaz naturel (nous sommes au moment du scandale du gaz naturel). Il s'agit là de services publics qui doivent appartenir à la collectivité. D'une façon générale chaque cas doit être analysé

en tenant compte de la situation particulière. Ainsi, si le jeu de la libre concurrence se trouve faussé pour une raison ou pour une autre, monopole ou oligopole, l'Etat est en droit d'intervenir en légiférant ou encore en étatisant.

Dans le cas précis des compagnies étrangères qui exploitent les richesses naturelles la nationalisation s'impose s'il s'avère impossible de négocier un contrat qui soit profitable pour l'Etat hôte. Vrai n'adopte pas une attitude dogmatique dans ce domaine, il propose une politique s'adaptant aux circonstances.

Notre journal était critique à l'endroit des entreprises étrangères exploitant les richesses naturelles du Canada et du Québec mais ne s'opposait pas à l'entreprise privée en elle-même. Dans le cas qui nous préoccupe l'attitude très critique de notre journal découle (paradoxalement) d'un profond sentiment nationaliste. Vrai recherche ici avant tout la canadienisation des ressources naturelles et la nationalisation n'en est qu'un moyen. Aussi il souhaite le développement de grandes entreprises nationales appartenant au secteur privé.

Dans cet ordre de pensée, Vrai appelle le développement d'un capitalisme canadien-français, un capitalisme qui dépasse le cadre de la PME. Les Canadiens français ne maîtrisent pas leur économie et cela entraînera les pires conséquences à plus ou moins long terme.

Si un jour la nation canadienne-française est appelée à disparaître de la carte, c'est parce qu'elle n'aura pas su se donner un minimum d'institutions économiques à elles.

Il convient alors de cultiver le sens des affaires chez les Canadiens français. Cela toutefois, ne suffit pas, il faut en outre leur donner les outils nécessaires, comme par exemple une banque d'affaires. Celle-ci canaliserait l'épargne des Québécois pour le développement industriel. Elle serait au surplus une excellente école pratique d'administration des entreprises.

Quel rôle Vrai assigne-t-il à l'État dans la vie économique? Il souhaite une intervention accrue de l'État pour orienter l'activité économique et pour mieux servir l'intérêt public. Il dénonce sévèrement la politique de laissez-faire poursuivie par le gouvernement Duplessis:

On nous a toujours habitués à considérer l'État, dans le Québec comme une sorte de croque-mitaine qu'il fallait fuir coûte que coûte. Cette conception, en ce siècle d'organisation collective n'est-elle pas un tantinet désuète? Après tout qui peut protéger les intérêts des petits et des pauvres, sinon l'État? A condition qu'on l'oblige à s'y intéresser...

La doctrine économique de Vrai était très progressiste pour l'époque. La remise en question de la politique de laissez-faire et de la politique de la porte ouverte à l'endroit des investissements étrangers allait à l'encontre une fois de plus de l'une des valeurs clé de la société québécoise soit l'anti-étatisme.

Par contre bien que parfois critique à l'endroit du capitalisme notre journal ne le remettait point en question. Il dénonçait davantage les abus engendrés par le capitalisme (chômage, pauvreté, inégale répartition des richesses, etc.) que le capitalisme lui-même. Il s'agissait plutôt de civi-

liser le système afin de le rendre plus humain et plus acceptable. Son attitude à ce chapitre est donc essentiellement réformiste.

Cette position fut adoptée sans enthousiasme excessif, car notre journal constatait que le mode de production capitaliste était une réalité à laquelle il était virtuellement impossible d'échapper au Québec. Il était nécessaire de jouer le jeu. C'est pour cette raison qu'il encouragea les Québécois à jouer le jeu capitaliste et à s'y tailler une place de façon à ne pas demeurer des porteurs d'eau pour l'éternité.

3.3 L'éducation

Vrai accordait une importance mesurée aux problèmes touchant le monde de l'éducation. Il y consacra 132 articles soit 3,3% du pourcentage total. Il s'agit là de la dixième catégorie en importance.

Tableau no 11
La catégorie "Éducation"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	1,1	2,1	2,5	1,7	7,7	5,1	3,8	(123)
Page éditoriale	0	0	1,3	0,6	4,0	0	1,2	(9)
Résultats combinés	0,8	1,5	2,2	1,5	7,3	4,8	3,3	(132)

Une analyse plus détaillée indique qu'il s'y attarda surtout durant les deux dernières années de son existence en grande partie à cause de la controverse qui entourait les mésaventures des trois étudiants qui firent le pied de grue à l'entrée du bureau de Maurice Duplessis en 1958. Il est à noter que l'un d'eux, Jean-Pierre Goyer, par la suite Solliciteur général au sein du Cabinet Trudeau collabora à Vrai.

Vrai était très critique à l'endroit du système scolaire québécois. Il lui reprochait sa vétusté et son caractère élitiste. Les collèges classiques furent la première cible de notre journal: "nos prétentieux collèges classiques, tours d'ivoires inattaquables".⁹ Vrai dénonçait la sclé-

rose qui affectait les maisons d'enseignement, soit l'existence de programmes axés principalement sur les humanités gréco-latines, au détriment d'une formation répondant aux besoins du monde industriel.

Notre journal n'allait cependant pas jusqu'à préconiser la disparition des institutions classiques, il se contentait de réclamer des réformes en profondeur . Ainsi Vrai proposait de changer les programmes et il souhaitait transformer substantiellement la loi sur le financement des collèges classiques. Il voulait que l'on augmente le nombre de ces institutions pour que l'éducation soit plus accessible. De plus, il dénonçait le monopole qu'exerçait le clergé sur les collèges classiques.

Pour notre journal la question des collèges classiques n'était que la pointe de l'iceberg. Le problème fondamental était celui de l'accessibilité aux études, cela était d'ailleurs le pivot de la position de Vrai en matière d'éducation. Il s'agissait là du cheval de bataille de notre journal.

Aux yeux de notre hebdomadaire l'accessibilité aux études ne pouvait se réaliser que par le biais de deux mesures. Premièrement, porter l'âge minimum de la fréquentation scolaire obligatoire de quatorze à seize ans, deuxièmement, instaurer la gratuité scolaire. Cette proposition se heurtait alors à l'opposition du régime Duplessis et à celle de larges segments de la société, notamment du clergé. Pour l'époque il s'agissait réellement d'une prise de position progressiste. Pour notre journal il ne suffit pas de développer l'enseignement supérieur, il est également nécessaire de mettre l'accent sur l'enseignement de masse.

Ce ne sont pas seulement les quelques milliers d'universitaires qu'il peut produire qui font la force d'un peuple, mais surtout la qualité d'instruction en général.¹⁰

Vrai constate fort bien que l'éducation est inséparable des autres problèmes qui assaillent le Québec, tels que par exemple, la situation économique et le chômage en particulier.

Pour déceler la vraie cause de la forte proportion de sans-travail dans la province de Québec il faut faire un rapprochement avec la politique scolaire du gouvernement provincial actuel d'abord et ensuite avec la politique économique et sociale.¹¹

Deux questions étaient alors à l'ordre du jour en ce qui a trait à l'enseignement universitaire: le financement des universités et les subventions fédérales aux universités du Québec. Je n'ai pas l'intention de m'attarder maintenant à cette dernière question qui est abordée plus haut dans la section sur les relations fédérales-provinciales.

Les universités du Québec se débattaient alors dans des difficultés financières inextricables. Perpétuellement à court d'argent elles se trouvaient dans l'obligation de solliciter des subsides gouvernementaux. Notre journal déplorait que l'enseignement supérieur, tout particulièrement le secteur francophone, ne puisse répondre efficacement à la demande. Il en accusait le régime Duplessis qui selon lui ne consacrait pas suffisamment de ressources à l'enseignement supérieur. En plus d'être insuffisant, le système de subventions alors en vigueur était discrétionnaire, ce qui permettait une forme camouflée de "favoritisme". Vrai apporta donc son appui aux trois étu-

diants qui en 1958 firent le pied de grue dans l'antichambre du bureau de Maurice Duplessis afin d'obtenir des réformes touchant à la fois au financement des universités et au système de prêts et bourses au Québec.

Le caractère confessionnel de notre système d'enseignement fut également la cible de notre publication. Notre journal ne proposait naturellement pas la déconfessionnalisation du système. Cette question est encore explosive en 1981, en tout cas assez explosive pour que l'on n'ose guère y toucher. Vrai demandait plutôt la création d'un secteur francophone non-confessionnel. Cela permettrait d'une part, d'offrir un choix aux parents et d'autre part, faciliterait l'intégration des non francophones qui se trouvaient alors dans l'obligation de fréquenter les institutions de langue anglaise.

Il est urgent de créer dans le Québec un système d'enseignement français non confessionnel pour des raisons fondamentales d'ordre chrétien, d'ordre national largement humain. Ce serait de plus l'occasion d'une saine émulation, qui pourrait s'avérer révélatrice. Le problème est posé avec acuité: sa solution implique des convictions chrétiennes, des convictions françaises, et le respect de l'intelligence. Triple exigence qui nous permet de craindre que la solution ne vienne pas de sitôt.¹²

De même et dans le même ordre d'idée notre journal déplorait le rôle effacé que jouaient les laïcs dans le système d'enseignement par rapport à celui des clercs. Vrai ne proposait pas l'exclusion du clergé du système d'enseignement, il ne voulait que briser le quasi-monopole que ce dernier exerçait.

Il apparaît donc que les prises de position de notre journal en matière d'éducation étaient très progressistes. Dans une société qui n'accordait pas à l'éducation toute l'importance qui lui revenait pourtant Vrai était partisan d'accorder la priorité à ce secteur et de le moderniser afin de mieux répondre aux besoins d'une société industrielle avancée.

De surcroît Vrai remettait ouvertement en question le caractère élitiste de notre système d'enseignement en s'attaquant aux collèges classiques et en pronant la gratuité scolaire. Qui plus est il osa remettre en question la position privilégiée qu'y occupaient les clercs. Enfin il n'hésita pas à remettre en cause le caractère strictement confessionnel de notre système d'enseignement. Nous pouvons donc conclure que les positions adoptées par notre journal en matière d'éducation allaient résolument à l'encontre des valeurs dominantes de la société québécoise de cette époque.

3.4 Le syndicalisme

Notre journal aborda peu le syndicalisme et les questions ouvrières. Il n'y consacra que 82 articles soit 2,1% du pourcentage total. Il s'agit là de la douzième catégorie en importance.

Tableau no 12

La catégorie "Syndicalisme"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	3,4	3,3	5,1	1,7	0,2	0,3	2,1	(68)
Page éditoriale	0	0,8	1,8	2,4	1,6	18,8	1,9	(14)
Résultats combinés	2,4	2,6	4,2	1,8	0,4	1,3	2,1	(82)

Un examen attentif des données révèle qu'il s'y attarda surtout durant les trois premières années de son existence. Par la suite il s'y attarda moins fréquemment la priorité allant aux questions municipales et provinciales. Au surplus étant perpétuellement à court d'argent il lui était difficile de consacrer toute l'attention nécessaire à certaines questions, il devait choisir. Il s'en expliqua ainsi:

Seul le manque de moyens financiers a empêché jusqu'ici VRAI de s'intéresser sérieusement aux questions syndicales. Le silence des grands journaux qui auraient, cependant, les moyens de renseigner le public sur les luttes de nos travailleurs, nous a décidés à faire un effort sérieux pour qu'au moins quelques-unes de ces luttes essentielles ne passent pas inaperçues aux lecteurs de VRAI.

C'est à l'occasion de la grande grève du textile que Vrai commença réellement à s'intéresser aux questions syndicales et ouvrières, c'est à partir de cette période (printemps 1956) que débuta la chronique syndicale d'Adèle Lauzon. Vrai rapporta les événements qui se déroulèrent dans les ateliers de la "Dominion Textile", l'entreprise la plus touchée par la grève. Il prit ouvertement parti pour les grévistes, dénonçant leurs faibles salaires et leurs mauvaises conditions de travail.

Vrai encourageait le mouvement syndical et en particulier la C.T.C.C. à dépasser le stade des seules revendications syndicales pour entrer de plein pied dans la lutte politique. Le journal était cependant sceptique à l'idée d'établir un parti politique ouvrier comme le proposaient alors certains membres du mouvement syndical. Vrai souhaitait vivement en principe la création d'un troisième parti mais il craignait qu'un parti ouvrier devienne un parti de classe ou qu'il puisse être perçu comme tel par la population. Cela, redoutait-il, n'aurait fait que le jeu Duplessis, toujours prompt à agiter le spectre du communisme. De surcroît notre journal doutait que le mouvement syndical seul ait les moyens de mettre sur pied un tel parti. Vrai croyait plutôt que le mouvement syndical devait se joindre aux autres mouvements progressistes pour créer ce troisième parti.

Notre journal avait un préjugé favorable à l'égard de la C.T.C.C. Aussi il consacra un important reportage au 35e congrès de cette centrale qui se tint en octobre 1956.

En premier lieu, Vrai applaudit aux réformes de structures que le mouvement appliqua. À cette époque la C.T.C.C. était divisée en deux secteurs: les Fédérations professionnelles et les Conseils centraux régionaux. Cela se traduisait souvent par un double emploi et un manque d'efficacité, le projet de réforme avait pour objectif de mettre un terme à cette situation en simplifiant les structures du mouvement. De même, notre journal se montra favorable à la décision de la centrale de s'affilier au C.T.C. Cela briserait l'isolement traditionnel du mouvement syndical québécois.

En second lieu, notre journal se félicita de ce que la C.T.C.C. s'éloigne progressivement du clergé et du carcan nationaliste qui marqua sa fondation.

Fondée dans un but nettement réactionnaire il y a un demi-siècle, la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada s'est transformée au cours de la dernière décade en un organisme combattif dont les luttes resteront célèbres dans l'histoire de notre mouvement ouvrier.

Il semble bien que l'époque du sectarisme religieux et étroitement nationaliste soit révolue pour la centrale québécoise.¹⁴

Vrai avait certes un préjugé favorable à l'endroit du mouvement syndical mais il lui arrivait de le dénoncer. Il s'attaqua entre autres aux pratiques antidémocratiques de certains syndicats. Il dénonça en particulier l'existence de cliques au sein du mouvement syndical qui défendaient leurs propres intérêts et non ceux de la classe ouvrière, Vrai s'attaqua à l'usage de méthodes dignes du célèbre syndicat des "Teamsters" (violence et intimidation) qui existaient alors au Québec. Notre journal subordonnait parfois les

intérêts du mouvement syndical à certains impératifs. Ainsi Vrai se prononça en faveur de la partie patronale lors du conflit au quotidien Le Devoir, la survie du journal primant sur toute autre considération.

Vrai appuyait donc résolument le mouvement syndical et les revendications ouvrières se faisant le champion des faibles et des démunis de la société. Au surplus il apportait son appui au mouvement syndical parce qu'il voyait en lui un instrument susceptible de contribuer au renouveau de la société et parce que ce dernier était alors l'un des fers de lance de la lutte contre le régime Duplessis.

En guise de conclusion il apparaît donc que la position qu'adopta notre journal face au syndicalisme allait à l'encontre des valeurs véhiculées par l'idéologie traditionnelle. En premier lieu, il était ouvertement favorable au mouvement syndical alors que l'idéologie traditionnelle demeurait très méfiante à l'endroit de ce dernier, fut-il d'inspiration catholique, et voyait surtout en lui un outil visant à maintenir le statu quo social et à faire obstacle aux syndicats neutres ainsi qu'à la lutte des classes. En second lieu, Vrai remettait en question le caractère étroitement nationaliste et religieux du syndicalisme québécois ce qui allait à l'encontre des thèses véhiculées par l'idéologie traditionnelle qui entendait bien maintenir le mouvement syndical dans un carcan étroit.

3.5 Les questions féminines

Vrai publia une page féminine d'octobre 1954 à avril 1956, elle disparut par la suite vraisemblablement en raison des difficultés financières qu'éprouvait notre journal. Il y consacra 78 articles soit 2,0% du pourcentage total. C'est la treizième catégorie en importance ex-aequo avec la catégorie "Question nationale". Tous les articles se rapportant aux questions féminines furent publiés à l'intérieur de cette page ce qui implique qu'il n'en fut jamais question à l'intérieur de la page éditoriale.

Tableau no 13

La catégorie "Questions féminines"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	20,8	10,0	1,2	0	0	0	2,4	(78)
Page éditoriale	0	0	0	0	0	0	0	(0)
Résultats combinés	15,0	7,1	0,9	0	0	0	2,0	(78)

La plupart des articles traitaient de questions plutôt traditionnelles: cuisine, couture, enfants, santé, etc... Il convient de relever une série d'articles, assez audacieux pour l'époque, sur la technique de l'accouchement sans douleur et sur l'éducation sexuelle des enfants. C'était faire preuve de courage dans une société pudibonde. Vrai ne revendiqua pas ouvertement ce qu'il est convenu d'appeler l'émancipation féminine, tout indique cependant qu'il y était favorable. Il encourageait les femmes à sortir des

chantiers battus, notamment dans le secteur de l'emploi, citant en exemple la Scandinavie. Il dénonça "l'autorité du pater familias, grave obstacle à l'émancipation de la femme".¹⁵

Dans une société qui n'attribuait à la femme qu'un rôle restreint et effacé Vrai se montra favorable à l'idée de l'émancipation féminine. A ce titre, il se trouvait encore une fois à heurter les valeurs de la société québécoise qui avait encore beaucoup de chemin à parcourir à ce sujet.

RENVOIS

1. Vrai, 19 février 1955, vol. 1, no 21, p.5.
2. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
3. Vrai, 27 septembre 1958, vol. 4, no 50, p.12.
4. Vrai, idem, p.10.
5. Vrai, 21 juillet 1956, vol. 2, no 40, p.6.
6. Vrai, 12 novembre 1955, vol. 2, no 4, p.5.
7. Vrai, 29 septembre 1956, vol. 3, no 5, p.5.
8. Vrai, 12 novembre 1955, vol. 2, no 4, p.5.
9. Vrai, 23 avril 1955, vol. 1, no 30, p.3.
10. Vrai, 22 février 1958, vol. 4, no 25, p.2.
11. Vrai, 18 mai 1957, vol. 3, no 38, p.9.
12. Vrai, 15 septembre 1956, vol. 3, no 3, p.10.
13. Vrai, 17 mars 1956, vol. 2, no 22, p.12.
14. Vrai, 6 octobre 1956, vol. 3, no 6, p.5.
15. Vrai, 29 janvier 1955, vol. 1, no 18, p.11.

CHAPITRE QUATRIÈME:

LES VALEURS MORALES

4.1 La justice et les droits de l'homme

Tout au long de sa courte existence Vrai s'intéressa aux questions touchant la justice et les droits de l'homme. Il y consacra 247 articles soit 6,3% du pourcentage total, il s'agit là de la sixième catégorie en importance. Vrai et son directeur luttèrent sans répit contre les infractions aux droits de l'homme commises au Canada. C'était l'un des grands chevaux de bataille du journal.

Tableau no 14

La catégorie "Justice et droits de l'homme"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	10,7	5,5	8,0	6,4	4,2	1,7	5,8	(187)
Page éditoriale	1,5	3,0	6,6	10,0	17,6	6,3	8,1	(60)
Résultats combinés	8,1	4,8	7,6	7,0	5,9	1,9	6,3	(247)

Vrai dénonça le système judiciaire lui-même qu'il jugeait inique et vétuste. Notre justice était essentiellement punitive et accordait peu d'importance à la réhabilitation des individus. C'est la société et non l'individu que l'on doit tenir responsable de la criminalité, conséquence d'injustices sociales criantes.

Nous avons beaucoup plus de sympathie pour ces pauvres types qu'une société sans âme a poussés (sic) au crime, que pour leurs victimes. D'abord, parce qu'ils sont eux aussi les victimes et, ensuite, parce que nous sentons bien que nous sommes tous plus ou moins responsables des misères qui ont poussé tel de nos frères à voler ou même à tuer.

Cependant c'est le problème de la peine capitale qui captiva notre journal. C'est en effet dans les pages de Vrai que Jacques Hébert mena une grande et spectaculaire croisade contre cette dernière en particulier en prenant la défense du prospecteur gaspésien Wilbert Coffin pendu en 1956. La peine capitale n'était ni légitime ni efficace. C'est au nom des valeurs chrétiennes que l'on doit s'opposer à cette pratique. C'est une manifestation d'hypocrisie de la part de la société.

Au fond, nous sommes des barbares et nous nous leurrons quand nous parlons de notre civilisation chrétienne, de nos libertés, de notre justice. Nous sommes des barbares et nous souffrons de refoulement. Pendre Coffin, ça nous libère. Ca nous fait du bien.²

Pour ma part, je n'ai rien trouvé dans le Nouveau Testament qui semble autoriser un homme à tuer un autre homme, que ce soit pour venger la société d'un meurtre, pour défendre sa patrie ou sa propre peau. Au contraire, je lis que le Christ nous demande, si quelqu'un nous frappe sur la joue droite, de lui présenter la joue gauche.³

Cet humanisme conduit également à s'insurger contre l'état déplorable dans lequel se trouvait alors le système pénitentiaire canadien. Cela fit l'objet d'une autre croisade, notamment au sujet de la prison de Bordeaux.

Vrai dénonça sans cesse les violations des droits de l'homme dont se rendaient coupables les autorités, tout particulièrement les forces policières, qu'il s'agisse d'arrestations arbitraires ou d'emplois abusifs de la violence. C'est ainsi qu'il s'engagea dans une campagne contre les violences policières lors de la grève de Murdochville. Enfin Vrai s'opposa à toutes les mesures susceptibles de restreindre la liberté des citoyens, tel par exemple, le port de la carte d'identité obligatoire.

La défense vigoureuse des droits de l'homme s'inscrivait logiquement dans le libéralisme de notre journal. La défense et l'illustration des droits de l'homme et d'une justice plus humaine témoignent de la priorité accordée à l'individu et à sa dignité. La dignité de l'homme prenait le pas sur toute autre considération.

Dans une société qui ne se souciait pas toujours suffisamment de la justice et qui privilégiait en premier lieu la collectivité et les libertés collectives au détriment de l'individu et des libertés individuelles la position de Vrai et de son directeur allait résolument à l'encontre des valeurs véhiculées par l'idéologie traditionnelle qui rejetait les idéaux du libéralisme.

4.2 La religion

La religion ne laissa nullement notre journal indifférent, il lui consacra 189 articles soit 4,8% du pourcentage total, c'est-à-dire la huitième catégorie en importance. Un examen un peu plus attentif des données montre qu'il s'y intéressa surtout durant les années 1955 et 1956. Par la suite il s'y attarda moins fréquemment la priorité allant aux questions municipales et provinciales.

Tableau no 15

La catégorie "Religion"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	3,4	4,8	6,1	2,7	3,7	2,0	3,9	(125)
Page éditoriale	2,9	11,4	15,0	3,5	5,6	0	8,7	(64)
Résultats combinés	3,3	6,7	8,4	2,9	4,0	1,9	4,8	(189)

Vrai, nous le savons, prend le plus souvent parti contre les valeurs dominantes de son époque, il n'en va pas ainsi pour la religion. Il proclame ouvertement ses attaches catholiques:

En fondant VRAI, je voulais servir l'Eglise et la démocratie, en défendant les principes chrétiens et l'idéal démocratique ainsi que les hommes sincères qui en sont les gardiens et en dénonçant les mythes, les mauvais serviteurs de l'Eglise et les fossoyeurs de la démocratie.⁴

Son caractère catholique ne fait donc aucun doute, il faut toutefois apporter les précisions suivantes:

VRAI n'est pas un journal de dénomination catholique mais seulement d'inspiration catholique. J'emprunte cette distinction à Jacques Maritain ("Humanisme intégral" p.325.)

Les journaux de cette deuxième catégorie, spécifiquement "temporels" et catholiques d'inspiration se tiennent sur le terrain temporel. Ils ont une philosophie politique et sociale bien caractérisée non seulement "en fonction des intérêts religieux ou du bien de l'Eglise, mais bien en fonction du bien temporel de la cité et de la civilisation".⁵

Cette distinction est capitale car elle permet à notre journal de prendre ses distances vis-à-vis l'Eglise.

La souveraineté absolue de l'Eglise sur le plan spirituel était indiscutable:

Sur tous les sujets qui ne touchent pas au dogme ou à la morale de notre Mère l'Eglise, nous parlerons sans nous soucier des critiques et des injures de nos détracteurs.⁶

Par ailleurs, le catholicisme tel que pratiqué au Québec était fort contestable. Certaines modes de chez nous étaient une perversion de la religion. La pratique religieuse au Québec n'était que superficielle. On misait énormément sur les pèlerinages et l'on tombait dans une frénésie architecturale. On mit l'accent sur la construction de sanctuaires de plus en plus coûteux, alors que la misère était encore une réalité. Il n'est donc pas étonnant que notre journal ait apporté son appui à la croisade contre la honte que mena l'abbé Pierre. Ce dernier déclencha par ailleurs une controverse au Québec en dénonçant ce trait de notre catholicisme.

De telles pratiques se faisaient au détriment des valeurs fondamentales de la religion catholique, la charité et l'amour du prochain.

"Tu serviras le premier celui qui souffre le plus. La société qui ne fait pas cela est appelée à mourir".

C'est simple et c'est fondamental. Mais bien des pasteurs, hélas, oublient de nous dire ces vérités. Ils préfèrent nous exhorter à la piété, nous inviter à faire des pèlerinages... Allons-nous continuer à égrener des chapelets dont les grains contiennent de l'eau de Lourdes? Allons-nous continuer, pharisiens que nous sommes, à proclamer au monde que notre peuple est le plus catholique de la terre, tout en ne faisant rien pour le démontrer?

La pratique sociale de maints catholiques laissait également à désirer, elle était marquée par le conservatisme et l'immobilisme. Gérard Pelletier donne des précisions sur ce point:

Dès qu'ils ont rejeté le communisme, blâmé le socialisme, réprouvé le fascisme et les régimes autoritaires, ils se proclament en paix avec leur conscience et fils exemplaires de l'Eglise... Mais jamais personne ne fera oublier la paresse, l'inertie intellectuelle de tant de catholiques contemporains.

Notre journal se pencha également sur les rapports entre les clercs et les laïcs au sein de l'Eglise. Il déplorait le peu de considération accordée aux laïcs et le manque de dialogue entre ces derniers et les clercs. Jacques Hébert résume ainsi sa pensée:

Les clercs et les laïcs doivent travailler à la démolition du mur qui les sépare. Ce mur est encore solide au Canada français, mais il est urgent de l'abattre si nous voulons éviter les conflits qui trop souvent dressent l'un contre l'autre ces deux blocs qui forment l'Eglise. Séparés, ils n'ont plus de sens.

Il est naturellement faux de prétendre que les laïcs doivent s'abstenir de se mêler des affaires de l'Église:

Me mêler de mes affaires? Mais les affaires de l'Église sont celles de TOUS les catholiques; tous les problèmes qui l'intéressent ne peuvent que m'intéresser aussi. C'est naturel.¹⁰

Dans cette province, plus qu'ailleurs sans doute, on a toujours eu tendance à réduire ce rôle à sa plus simple expression, on a eu parfois l'impression que l'Église était l'affaire des curés et que les laïcs y étaient tolérés à condition qu'ils fussent bien sages.¹¹

Ce que notre hebdomadaire réclame est donc une revalorisation du rôle des laïcs ainsi qu'une plus grande tolérance au sein de l'Église. La liberté de discussion qui s'imposait ne pouvait qu'être bénéfique pour l'Église.

Si notre journal plaidait en faveur d'une plus grande tolérance au sein même de l'Église il se trouvait également à prôner la tolérance hors de l'Église, la liberté de conscience et la reconnaissance du pluralisme religieux. C'est ainsi que Vrai condamna les persécutions dont furent victimes les Témoins de Jéhova et l'antisémitisme larvé au Québec.

Le cléricisme, c'est-à-dire la confusion du spirituel et du temporel était une autre tête de Turc de notre hebdomadaire. Les laïcs en refusant de prendre leurs responsabilités en étaient dans une certaine mesure responsables:

On entend souvent, dans cette province, des critiques contre le clergé qui s'immiscerait partout. Mais ne sommes-nous pas les premiers responsables de cet état de choses?¹²

Vrai s'éleva également, quoique avec la plus grande prudence contre la position privilégiée du clergé dans le monde de l'éducation et des affaires sociales. C'est ainsi qu'il souhaitait la création d'un système d'enseignement français non confessionnel au nom même des valeurs chrétiennes.

Bien qu'opposant dans les faits au cléricisme notre journal se disait opposé à l'anti-cléricisme. Cette apparente contradiction peut s'expliquer d'une part, par des impératifs tactiques et d'autre part par les raisons idéologiques. Vrai ne pouvait manifestement tomber dans l'anti-cléricisme sans subir un tort considérable dans le Québec d'alors. D'autre part, notre journal tout en s'opposant au cléricisme identifiait davantage l'anti-cléricisme à une forme d'intolérance.

Vrai ne touchait à la religion que du bout des doigts, il faisait toujours preuve de beaucoup de prudence avouant inmanquablement ses bonnes intentions. La critique était toujours mesurée et elle s'accompagnait inévitablement d'un texte signé par un membre influent du clergé ou encore par un philosophe catholique de renom, tel Jacques Maritain. En agissant de la sorte Vrai se trouvait à protéger ses arrières et à se couvrir du manteau de personnages peu suspects d'anti-cléricisme. Agir autrement eut été périlleux car la majorité des lecteurs de Vrai étaient des clercs, des membres de professions libérales et des petits bourgeois. Au surplus la plupart des rédacteurs de Vrai étaient des catholiques pratiquants, ce qui influençait nécessairement le contenu du journal."¹³ Vrai reconnaissait donc la primauté absolue du clergé en matière spirituelle et ne remettait pas en cause la doctrine sociale de l'Église. Par contre, il dénonçait l'interprétation par trop

souvent restrictive de celle-ci au Québec. De même, il demandait la reconnaissance du droit à la différence, bref du pluralisme religieux. Les critiques et les propositions de notre journal portaient donc au niveau des normes et non au niveau des valeurs fondamentales en ce qui avait trait à la religion.

4.3 La presse jaune et les média

Les résultats de l'analyse quantitative indiquent que notre journal accordait une très grande importance aux questions touchant la presse jaune et les média. Il y consacra 472 articles soit 12,0% du pourcentage total. C'est la seconde catégorie en importance.

Tableau no 16

La catégorie "Presse jaune et média"

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total	N
Pages régulières	3,4	8,8	8,7	10,8	20,1	6,4	11,9	(382)
Page éditoriale	5,9	6,1	11,9	15,9	18,4	6,3	12,2	(90)
Résultats combinés	4,1	8,0	9,6	11,6	19,9	6,4	12,0	(472)

Son intérêt pour ces questions ne fit que croître au fil des ans pour culminer en 1958 alors que la campagne qu'il lança contre la presse jaune atteignait son paroxysme.

La presse dite "jaune" nous permet de saisir l'un des traits les plus intéressants de notre journal, son moralisme. Vrai se livra en effet à une véritable chasse aux sorcières dénonçant sans cesse tout ce qui contribuait à ses yeux à pervertir l'âme des citoyens. Il partit allégrement en guerre contre les clubs et les tavernes ainsi que contre la presse jaune. Cette autre croisade, qui nous apparaît aujourd'hui puérile et dépassée, s'inscrivait dans le cadre de la campagne de nettoyage lancée par le Comité de moralité publique.

La presse jaune était à cette époque un phénomène socio-culturel important, son tirage atteignait les 450 000 exemplaires par semaine et elle pénétrait dans presque tous les milieux de la société québécoise. Parmi les titres les plus en vogue à cette époque citons: Allo Police, Fouine (La), Jour et Nuit et enfin Nouvelles et Potins. Comment expliquer le grand succès de cette presse un peu particulière? Après une assez longue période de temps marquée par un puritanisme très strict dans le cadre d'une société rurale la population québécoise, au contact de la société urbaine, commença à prendre ses distances à l'endroit des strictes valeurs morales qui lui avaient été inculquées. La presse jaune était en quelque sorte un exécutoire, l'on passa brusquement d'un extrême à l'autre. Phénomène tout à fait compréhensible.

C'est la Fédération nationale des Ligues du Sacré-Coeur qui mena alors la lutte contre la presse jaune publiant régulièrement la liste des journaux jaunes dont la lecture était fortement déconseillée. Vrai publia à plusieurs reprises de telles listes dans ses pages. Lesdits journaux étaient classifiés en trois catégories: journaux condamnables par leurs photos ou écrits sexuels, journaux condamnables par leurs relations de crimes et enfin les journaux condamnables par leurs potins.

La presse dite "jaune" devint rapidement la marotte de Vrai. Il alla jusqu'à servir de porte-parole aux Ligues de Sacré-Coeur alors à l'avant-garde de ce combat. Il fallait mettre la presse jaune au pilori parce qu'elle corrompait les moeurs, tout particulièrement celles de la jeunesse, parce qu'elle encourageait le crime et finalement parce qu'elle soutenait le régime Duplessis.

L'ennemi numéro un était l'hebdomadaire, Nouvelles et Potins, surnommé Poubelles et Crotins, celui-ci exploitait non seulement les nouvelles à sensation mais il soutenait le régime Duplessis et les adversaires de l'administration Drapeau-Desmarais. Allo-Police, un autre canard "jaune" qui n'échappait pas aux foudres de notre journal donnait misérablement dans l'exploitation du crime.

Cette croisade entraîna Vrai jusqu'à réclamer l'instauration d'une forme de censure, attitude étonnante, s'il en est, de la part d'un journal voué à la défense de toutes les libertés et en particulier de la liberté de presse. Jacques Hébert s'expliqua ainsi:

La liberté de la presse est une chose sacrée et nous n'avons pas du tout l'intention de réclamer la formation de bureaux de censure qui, selon la coutume établie chez nous, seraient aux mains (et aux pieds) de minus habens à qui le parti au pouvoir doit payer une pension. Mais la liberté de la presse n'est pas en jeu. ALLO-POLICE et ses semblables ne répondent pas plus à la définition du mot journal qu'un torchon souillé d'immondices.¹⁴

À ces propos de Jacques Hébert s'ajoutèrent ceux du Dr Camille Laurin (qui devint par la suite membre du Cabinet Lévesque) qui dénonça en ces termes la presse jaune:

COMME CATHOLIQUE, le psychiatre ne peut que réprover ceux qui tentent de détourner l'homme de ce Bien, de ce Beau et de ce Vrai auxquels il aspire en dépit du péché. Comme citoyen, il s'indigne contre une littérature qui incite à la délation, à la démagogie et au désordre. Comme patriote, il poursuit de sa colère ceux qui s'attaquent à la fibre morale de la nation.

Mais c'est à titre de spécialiste qu'il peut le mieux continuer ce réquisitoire. Aux arguments majeurs qui viennent d'être évoqués, il faut en effet joindre le suivant: les feuilles ordurières sont l'oeuvre de cerveaux malades et elles minent la santé de ceux qui s'en repaissent....

C'est donc au nom de la santé psychologique aussi bien que de la morale et du civisme qu'il faut bannir cette presse galeuse. Cette année psychologique est d'ailleurs l'assise de toutes les autres.¹⁵

Aux yeux de Vrai, de son directeur et des bien pensant de l'époque, il ne s'agissait pas à proprement parler d'une censure portant atteinte à la liberté de presse, mais plutôt d'un geste de salubrité publique. Il est intéressant de constater que la position adoptée par Jacques Hébert souleva certaines critiques au sein même du personnel de Vrai, le journaliste Noël Pérusse critiqua dans un article les propos de son directeur. Que cet article ait été publié, démontre qu'il existait au sein du journal une liberté d'expression assez large. Jacques Hébert modifia par la suite sa position sur ce point:

Dieu que nous sommes loin des vaines campagnes contre la littérature obscène menées tambour battant par les ligues du Sacré-Coeur avec l'appui des jésuites et des évêques, campagnes auxquelles¹⁶ je m'en confesse, j'ai collaboré avec la ferveur d'un croisé.

Aux yeux de ceux qui participèrent à cette campagne la presse jaune était le symbole de la déchéance morale et spirituelle du peuple qui se proclamait le plus catholique du monde. La presse jaune et l'immoralisme de nos moeurs politiques allaient à l'encontre de l'image bucolique que nous avions de nous-mêmes, il était urgent de faire coïncider l'image et la réalité. Il était illusoire de penser guider le Québec vers des réformes indispensables à sa survie sans auparavant changer l'homme. Le renouveau québécois passait nécessairement par la réhabilitation de l'homme québécois.

Parallèlement à cette campagne dirigée contre la presse jaune notre journal se préoccupa également de ses concurrents notamment à la presse lige du Régime Duplessis. Il est intéressant d'étudier l'attitude d'un journal à l'égard de ses concurrents, et il l'est encore plus dans le cas d'un journal de combat. Ce dernier ne fait normalement preuve d'aucune retenue et traite ses rivaux avec la plus grande franchise alors que les journaux traditionnels se ménagent les uns les autres. Vrai avait plusieurs bêtes noires parmi lesquelles La Presse, Notre-Temps, Montréal-Matin, la presse de langue anglaise et l'Action catholique.

Notre journal n'était pas tendre à l'endroit du quotidien de la rue St-Jacques l'attaquant de front dès sa première livraison. Jacques Hébert annonçait qu'il y aurait le moins possible d'éditoriaux dans son journal car: "Le mot est discrédité. Pour les Canadiens français il a perdu presque tout son prestige le 8 octobre 1884"¹⁷ (date de la fondation de La Presse). Vrai reprochait à ce dernier de tromper ses lecteurs, d'être à l'affût du sensationnalisme et ses accointances avec les adversaires de la Ligue d'Action civique du maire Jean Drapeau. Jacques Hébert dénonça ce journal en ces termes:

C'est le grand Bourassa qui appelait LA PRESSE "la vieille P... de la rue Saint-Jacques". Le mot était dur, mais combien mérité. Aujourd'hui encore, notre gros catalogue national continue d'abrutir les masses avec un cynisme et une sérénité qui ne cessent d'étonner. Ce qui ne veut pas dire que tous les journalistes de LA PRESSE soient des abrutis. Au contraire, j'en connais un grand nombre¹⁸ qui sont des gentilshommes et des journalistes intelligents.

Cependant, l'ennemi numéro un de Vrai était l'hebdomadaire Notre-Temps et son directeur Léopold Richer. Il surnommait ce dernier Notre-Temps en raison des liens étroits qu'il entretenait avec le régime Duplessis. Il se passait rarement une semaine sans que Vrai ne s'attaque à Notre-Temps l'accusant de faire preuve de malhonnêteté intellectuelle et de soutenir sans réserves le régime Duplessis. Notre journal déplorait tout particulièrement que Notre-Temps soit la propriété des Pères de Sainte-Croix permettant ainsi à Léopold Richer de se draper du manteau de l'Église. Vrai n'osa cependant pas attaquer de front les propriétaires de ce journal, toujours respectueux à l'endroit du clergé, mais il encouragea ces derniers à se débarrasser de ce canard ce qui se produisit en septembre 1956 à la satisfaction évidente de notre journal.

Une autre bête noire de Vrai était le quotidien Montréal-Matin. Il lui reprochait bien entendu d'être à la solde du régime Duplessis et s'inquiétait particulièrement de l'influence qu'il exerçait en milieu ouvrier. Vrai était en outre très critique à l'endroit de la presse de langue anglaise, il reprochait en effet aux quotidiens Montreal Star, The Gazette et The Herald de mal informer leurs lecteurs et de soutenir les adversaires de la Ligue d'Action civique du maire Jean Drapeau.

Notre journal manifestait également beaucoup d'hostilité à l'encontre de l'Action catholique et de son directeur, Louis-Philippe Roy. Cela est intéressant parce que cette publication était très proche du clergé. Il s'attaquait toutefois plus durement à son directeur qu'au journal lui-même afin sans doute de ne pas heurter trop durement certaines susceptibilités. Au

plus fort de la polémique qu'entraîna le voyage très controversé de Jacques Hébert en Pologne Vrai qualifia ouvertement Louis-Philippe Roy de "menteur".¹⁹ Il faut cependant souligner que Vrai n'hésita pas à se porter à la défense de ce journal quand il fut l'objet d'attaques de la part du régime Duplessis.

Notre journal était par contre très sympathique à l'endroit du quotidien Le Devoir, ce qui n'est pas étonnant dans la mesure où ce dernier s'opposait avec force au régime Duplessis et compte tenu du fait que plusieurs journalistes de ce journal collaborèrent à Vrai. Il arrivait parfois que notre journal critique Le Devoir notamment à cause de la position pro-française de ce dernier au moment de la guerre d'Algérie, cependant de telles critiques étaient plutôt rares et elles étaient présentées sous un angle pondéré et constructif. De même notre journal était très sympathique à l'endroit de Cité Libre, ce qui n'étonne guère, de la revue Maclean et de la revue des Jésuites Relations.

La campagne que mena Vrai contre la presse dite "jaune" se situait donc au niveau des valeurs fondamentales de la société québécoise d'alors. Il s'agissait ici de remettre à l'honneur certaines valeurs traditionnelles à l'abandon et non pas de dénoncer les valeurs véhiculées par l'idéologie traditionnelle et d'en proposer de nouvelles.

Pour ce qui est des attaques de notre journal contre ses adversaires elles se situaient plutôt dans une perspective politique, ce qui est compréhensible. Cependant en agissant de la sorte Vrai se trouvait à dénon-

cer les travers d'un journalisme qui se trouvait trop souvent à partager le lit du pouvoir et à compromettre son indépendance au détriment de la liberté de la presse et du droit du public à une information honnête. Notre journal se trouvait donc ici à défendre la liberté de la presse et le droit à l'information, valeurs libérales par excellence.

RENOIS

1. Vrai, 10 mars 1956, vol. 2, no 21, p.2.
2. Vrai, 18 février 1956, vol. 2, no 18, p.10.
3. Vrai, 5 novembre 1955, vol. 2, no 3, p.5.
4. Vrai, 14 septembre 1957, vol. 4, no 3, p.6.
5. Vrai, 9 juin 1956, vol. 2, no 34, p.14.
6. Vrai, 22 octobre 1955, vol. 2, no 1, p.12.
7. Vrai, 28 mai 1955, vol. 1, no 34, p.8.
8. Vrai, 3 mars 1956, vol. 2, no 20, p.10.
9. Vrai, 11 février 1956, vol. 2, no 17, p.6.
10. Vrai, 2 avril 1955, vol. 1, no 27, p.12.
11. Vrai, 21 septembre 1957, vol. 4, no 4, p.6.
12. Vrai, 25 janvier 1958, vol. 4, no 21, p.5.
13. Entrevue avec M. Jacques Hébert.
14. Vrai, 13 octobre 1956, vol. 3, no 7, p.5.
15. Vrai, 21 juin 1958, vol. 4, no 42, p.12.
16. J. Hébert, Obscénité et liberté: plaidoyer contre la censure des livres... Montréal, Les Éditions du Jour, 1970, p.58.
17. Vrai, 2 octobre 1954, vol. 1, no 1, p.1.
18. Vrai, 21 janvier 1956, vol. 2, no 14, p.3.
19. Vrai, 4 février 1956, vol. 2, no 16, p.2.

CONCLUSION

Quelles conclusions peut-on tirer de cette étude? En premier lieu, il appert que Vrai s'opposait avant tout aux valeurs propres à l'idéologie traditionnelle.

Aux valeurs traditionnelles Vrai en substitua de nouvelles. À l'autoritarisme et au paternalisme il opposa les idéaux de liberté et de démocratie. Au conservatisme et à l'immobilisme il opposa la réflexion et le changement. Dans une société où le nationalisme et par conséquent l'intérêt collectif primaient avant tout, il opposa la primauté des droits individuels et de la personne humaine. À l'idéologie cléric-nationaliste il substitua le libéralisme. Certes la rupture n'est pas totale, l'importance qu'il accordait à la religion et aux valeurs morales témoigne d'une certaine continuité.

Au point de vue idéologique Vrai était ce que l'on peut appeler un journal essentiellement réformiste se situant au centre gauche. Il serait tentant de le qualifier de social-démocrate, si l'on tient compte du contexte et du moment.

Pour l'essentiel c'est au niveau des valeurs fondamentales de la société québécoise que portèrent les critiques et les propositions de changement de notre journal. Vrai consacra l'essentiel de ses énergies, en plus de mener le combat sur le terrain, à contester les valeurs véhiculées par l'idéologie dominante et à promouvoir ses propres valeurs. En conséquence,

il ne s'attarda guère aux structures politiques et socio-économiques ainsi qu'aux institutions.

Certes, il reconnaissait la nécessité de procéder à des réformes de structures, mais il développa très peu cette question, cela était remis au lendemain. Il s'agit là d'un phénomène compréhensible, car il est plus facile et plus logique de s'attarder aux valeurs qui soutiennent l'idéologie en place afin de saper les bases de cette dernière que de s'attarder aux structures qui sont les émanations de l'idéologie. Vrai se trouvait ainsi à semer le doute dans une société qui jusqu'alors ne doutait guère d'elle-même.

Le contenu du discours de Vrai est davantage négation qu'affirmation. Voilà ce qui caractérise notre journal qui s'attarda bien davantage à la remise en question des valeurs propres à l'idéologie traditionnelle qu'à développer les siennes. Certes, elles sont présentes mais plutôt de façon implicite. Comme le souligne Marcel Rioux:

Le mouvement idéologique, qui naît après la deuxième grande guerre, est surtout un mouvement de contestation contre l'ancienne idéologie de conservation, c'est-à-dire que sa partie négative, celle qui s'oppose à l'ancienne est la plus développée; ... Quant à la contre-partie positive de cette idéologie¹ de contestation, elle est loin d'être aussi bien caractérisée.

Vrai n'y échappa point. Ainsi, bien qu'il proposa certaines solutions de rechange, tant au niveau des valeurs qu'au niveau des normes de la société québécoise, il lui manquait une conception du changement claire et précise. Enfin, la nature même de notre journal ne fit qu'accentuer le phénomène, journal de combat davantage préoccupé par les luttes quotidiennes que par la réflexion et la théorie, il ne développa guère ces questions.

Il est temps maintenant de juger d'un oeil critique l'action de Vrai. Journal de combat et journal populaire aux prétentions bien modestes, il ne pouvait évidemment pas espérer faire concurrence à Cité Libre par exemple, au chapitre de la doctrine. Cependant, il atteignait un public plus large et plus disparate. Vrai a été malgré ses faiblesses, notamment au niveau de la doctrine, pour la plupart inhérentes à son format et à la modicité de ses moyens financiers, un remarquable outil d'éducation populaire. Il répondait à un besoin urgent au moment de sa création, à savoir un journal susceptible de véhiculer les idéaux de justice, de liberté et de démocratie en des termes simples et accessibles au plus grand nombre. Lorsqu'il fonda Vrai l'objectif de Jacques Hébert était de faire un Cité Libre populaire, à ce chapitre il a indiscutablement atteint son objectif.

Il faut d'ailleurs souligner que Vrai était idéologiquement très près de Cité Libre, ce qui n'est guère étonnant dans la mesure où plusieurs collaborateurs du journal collaboraient également à cette revue. Ce qui différenciait Vrai de Cité Libre était davantage son style et son format résolument populaire.

Vrai privilégiait plutôt l'action directe et mettait l'accent sur les questions de moralité publique. C'est ici que se situe le seul véritable point de désaccord entre les deux revues. Cité Libre bien que reconnaissant la nécessité de réformer nos moeurs politiques était très critique à l'endroit des campagnes de moralité et contrairement à Vrai n'éprouvait pas de sympathies particulières à l'endroit de Jean Drapeau et de la Ligue d'Action civique.

Aux yeux de Cité Libre la moralité publique était une question secondaire, la question la plus importante étant de développer l'esprit démocratique au Québec. P.E. Trudeau résuma sa position ainsi dans Cité Libre: "Un peuple qui ne croit pas à la démocratie n'a pas de raison de vivre une morale démocratique"². Au contraire Vrai accordait à cette question une grande importance tout en reconnaissant la nécessité de développer l'esprit démocratique au Québec.

Il y avait donc désaccord doctrinal entre les deux revues sur ce point. Cependant, il faut tenir compte du fait que notre journal qui en était un de combat privilégiant l'action immédiate se devait de développer le thème de la moralité publique dans la mesure où ce dernier était alors très populaire et d'actualité. Les adversaires de la Ligue d'Action civique ainsi que le régime Duplessis étaient très vulnérables sur cette question. En y accordant une grande importance Vrai se trouvait à lutter très efficacement contre ses nombreux adversaires.

De nombreux journalistes et intellectuels de valeur collaborèrent à Vrai, chacun apportant une contribution originale. Cependant, un nom se dégage en particulier, celui de Jacques Hébert. Le directeur-fondateur de Vrai assura la survie du journal à travers d'énormes difficultés financières supportant déficit après déficit, tout en ne disposant que d'une poignée de collaborateurs réguliers. Outre, son poste de directeur et la rédaction d'une chronique hebdomadaire il avait également pour tâche de rédiger un certain nombre d'articles chaque semaine afin de combler les vides.

Tant au niveau du fond qu'au niveau de style Vrai a été profondément marqué par ce dernier, l'emphase mise sur la défense des droits de l'homme, de la justice et de la liberté, ainsi que le style parfois féroce du journal en témoignent. L'on peut, sans pour autant abaisser de quelque façon que ce soit les autres collaborateurs de Vrai, affirmer que ce journal a été dans une large mesure celui d'un homme, Jacques Hébert.

Un mot sur la méthode d'analyse utilisée au chapitre de l'analyse qualitative. Il s'agit là, comme nous l'avons souligné au début de cette recherche d'une méthode résolument fonctionnaliste. Son utilisation présuppose que celui qui l'utilise en accepte les prémisses.

Après usage il nous apparaît qu'il s'agit d'une méthode bien adaptée à l'étude de la période précédant la révolution tranquille dans la mesure où cette période de notre histoire (durant laquelle Vrai a été publié) se caractérisa justement par une profonde remise en question des valeurs de la société québécoise. Les années cinquante ainsi que les années soixante virent un véritable chambardement à ce chapitre. Il serait par contre beaucoup plus difficile d'utiliser cette méthode dans le contexte actuel où les valeurs ne sont plus aujourd'hui le terrain privilégié du combat. Il serait néanmoins possible d'y parvenir à condition de mieux identifier et analyser le lien existant entre les valeurs et les structures politiques et socio-économiques d'une société donnée.

Un dernier mot enfin. Par le biais de l'étude de Vrai il nous a été possible d'aborder certains phénomènes politiques dignes d'intérêt. Je

songe en particulier au phénomène d'envergure que constitua l'action du Comité de moralité publique et de la Ligue d'Action civique durant cette période de notre histoire.

J'estime qu'il serait très intéressant pour les sciences politiques de s'attarder à l'étude de tels mouvements. Une meilleure connaissance de ces mouvements et de leurs causes pourrait nous apprendre beaucoup sur la culture politique du Québec d'alors. De même il serait certainement intéressant de s'attarder à l'analyse de certaines publications contemporaines de Vrai, parmi lesquelles l'Autorité et Notre-Temps.

RENVOIS

1. M. Rioux, "Sur l'évolution", art. cit., p. 112 et 116
2. A.J. Bélanger, Ruptures et constantes, Quatre idéologies du Québec en éclatement: La Relève, La JEC, Cité Libre et Parti Pris, Montréal éditeur, 1977, p.105.

BIBLIOGRAPHIELIVRES

- Bélanger, A.J., l'Apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant de 1934-36, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974, 392 p.
- , Ruptures et constantes, Quatre idéologies du Québec en éclatement: La Relève, La JEC, Cité Libre, Parti Pris, Montréal, Éditions Hurtebise HMH, 1977, 219 p.
- Bergeron, G., Du Duplessisme à Trudeau et Bourassa, 1956-1971, Montréal, Éditions Parti Pris, 1971, 631 p.
- Black, C., Duplessis, t. 1 & II, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1977, 1110 p.
- Carney, T.F., Content Analysis: A Technique for Systematic Inference from Communications, Winnipeg, University of Manitoba Press, 1972, 343 p.
- Choquette, R., Langue et religion: histoire des conflits anglo-français en Ontario, Ottawa, Les Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977, 268 p.
- Dumont, F., Les idéologies, Paris, PUF, 1974, 183 p.
- Duverger, M., Méthodes des sciences sociales, Paris PUF, 1961, 501 p.
- Escarpit, R., L'humour, Paris, PUF, 1972, 127 p.
- Falardeau, J.C., "Les Canadiens français et leur idéologie", dans Canadian Dualism, Toronto, University of Toronto Press, 1960, 427 p.
- Hébert, J., Obscénité et Liberté: plaidoyer contre la censure des livres... Montréal, Les Éditions du Jour, 1970, 191 p.
- Holsti, O., Content Analysis for the Social Science and Humanities, Reading Addison-Wesley Pub, 1969, 235 p.
- Kientz, A., Pour analyser les média: l'analyse de contenu, Montréal, Éditions Hurtebise HMH, 1975, 175 p.
- Lagrange, J.P. de., Histoire de l'information au Québec, Montréal, Les Éditions La Presse, 1980, 245 p.
- McKenna, B. et Purcell, S., Jean Drapeau, Montréal, Éditions Stanké, 1981, 372 p.

- Monière, D., Le Développement des idéologies au Québec: des origines à nos jours, Montréal, Editions Québec-Amérique, 1979, 381 p.
- Monière, D. et Vachet, A., Les idéologies au Québec: bibliographie, Montréal Bibliothèque nationale, 1977, 175 p.
- Nish, C., Quebec in the Duplessis Era, 1935-1959: dictatorship or democracy? Toronto, The Copp Clark Publishing Company, 1970, 164 p.
- Rivet, J., Grammaire du journal politique à travers Le Devoir et Le Jour, Ville LaSalle, Editions Hurtebise HMH, 1979, 350 p.
- Rumilly, R., L'Infiltration gauchiste au Canada français, Montréal, édité par l'auteur, 1956, 147 p.
- , Maurice Duplessis et son temps, t. 1 & 11, Montréal, Fides, 1974, 1472 p.
- Smelser, N.J., Theory of Collective Behavior, New York, the Free Press, 1962, 436 p.
- Trudeau, P.E., Le fédéralisme et la société canadienne-française, Montréal, Editions HMH, 1967, 227 p.
- , Les cheminements de la politique (préface par Jacques Hébert), Montréal, Les Editions du Jour, 1970, 142 p.
- Trudeau, P.E. "et al." La grève de l'amiante, Montréal, Les Editions Cité Libre, 1956, 430 p.

ARTICLES

- En collaboration, "The Finer Art of Politics", dans Newsweek (New-York), October 13, 1980, pp. 74-85.
- Paré, J., "Allocution", dans l'Information Nationale (Montréal), janvier 1981, vol. XXX, no 1, p.8.
- Rioux, M., "Sur l'évolution des idéologies au Québec", dans Revue de l'Institut de Sociologie (Bruxelles), 1968/1, pp. 95-124.

THESES

- Carrier, A., L'idéologie politique de la revue Cité Libre (telle qu'elle se dégage à travers la "nouvelle série"), thèse de maîtrise inédite présentée à l'Université de Montréal, Montréal, 1967.

Monière, D., Le développement de la pensée de gauche au Québec à travers trois revues: Cité Libre, Socialisme et Parti Pris, thèse de maîtrise inédite présentée à l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1970.

Savard, L., L'idéologie politique et religieuse de Cité Libre, thèse de maîtrise inédite présentée à l'Université Laval, Québec, 1962.

ARCHIVES

Les Archives des Éditions de la Cité (fonds J.-Z.-Léon Patenaude).
Bibliothèque Nationale du Québec. (Montréal).

Archives privées de M. J.-Z.-Léon Patenaude.

LE JOURNAL ANALYSE

Vrai, du 5 octobre 1954 au 16 mai 1959, vol. 1 à vol. 5, nos 1 à 209.

ENTREVUES.

Jacques Hébert (Directeur-fondateur de Vrai).

Jean Paré (Rédacteur en chef de Vrai).

J.-Z.-Léon Patenaude (Secrétaire-trésorier des Éditions de la Cité).

ANNEXES

ANNEXE 1

LA LISTE DES COLLABORATEURS DE VRAI

Abbé Pierre	Adèle Lauzon ¹
Hubert Aquin	Pierre Lebeuf
Julien Aubert	Michel Leduc
Victor Barbeau	Jean-Marc Léger ²
Roland Berthiaume (Berthio) ²	Pierre Léger
Pierre Bissonnette	René Lévesque
Gilles Carle	Rodrigue Liboiron
Fernand Dansereau	Roland Lorrain ²
Albert Dubreuil	Gilles Marcotte ²
Gaucher	Jean Paré ^{1 4}
Marguerite Gélinas	Roland Parenteau ¹
Renée Geoffroy	Gérard Pelletier ¹
Jean-Pierre Goyer ¹	Noël Pérusse
Jacques Guay ¹	Jean Pellerin ¹
Jacques Hébert ¹	Michel Roy ^{2 3}
Normand Hudon	Rénald Savoie ⁴
Judith Jasmin ³	Trude Sekely
Nick Kebedgy	Pierre-Elliott Trudeau
Georges Lahaise	Yvon Turcot
Jean-Marc Laliberté ²	Pierre Vadeboncoeur ¹
Jacques Languirand	Jean Vincent ⁵
Robert LaPalme ²	
Pierre Laporte ²	
Camille Laurin ³	

1. Collabora à Cité Libre.
2. Colabora au Devoir.
3. Collaboration exceptionnelle (à une ou deux occasions seulement).
4. Rédacteur en chef de Vrai.
5. Rédacteur en chef de l'Autorité.

ANNEXE 2

LES DONNÉES QUANTITATIVES

Tableau no 17

Importance relative des catégories dans les pages régulières
de Vrai. (En pourcentage ?)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	2,2	1,8	1,1	0,2	0,3	0,7	0,7
Pol. municipale	18,0	12,1	12,6	47,8	34,8	51,4	32,1
Pol. provinciale	3,4	1,8	19,9	9,2	11,5	25,0	12,4
Pol. fédérale	0	0,6	1,5	0,2	0,9	0,3	0,7
Pol. (divers)	6,2	2,7	6,0	4,8	7,0	2,7	5,3
Question nationale	2,8	3,9	2,3	1,4	1,1	1,4	1,8
Pol. internationale	9,0	6,7	12,4	6,3	4,5	0,7	6,7
Affaires sociales	9,6	21,8	8,3	5,9	2,4	0,7	6,8
Économie	3,4	5,5	1,7	0,2	1,1	1,7	1,6
Éducation	1,1	2,1	2,5	1,7	7,7	5,1	3,8
Syndicalisme	3,4	3,3	5,1	1,7	0,2	0,3	2,1
Questions féminines	20,8	10,0	1,2	0	0	0	2,4
Justice et droits de l'homme	10,7	5,5	8,0	6,4	4,2	1,7	5,8
Religion	3,4	4,8	6,1	2,7	3,7	2,0	3,9
Presse jaune et média	3,4	8,8	8,7	10,8	20,1	6,4	11,9
Divers	2,8	8,5	2,8	0,6	0,2	0	1,8
<hr/>							
%	100,2	99,9	100,2	99,9	99,8	100,1	99,8
N	178	330	653	874	881	296	3212

Tableau no 18

Importance relative des catégories dans les pages régulières
de Vrai. (En pourcentage)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	30,9	23,5	18,1	14,1	5,6	6,3	17,0
Pol. municipale	20,6	5,3	5,8	20,0	12,0	25,0	11,8
Pol. provinciale	1,5	0,8	7,5	8,8	15,2	37,5	8,0
Pol. fédérale	0	0	1,3	2,4	1,6	0	1,2
Pol. (divers)	0	1,5	3,1	6,5	3,2	0	3,3
Question nationale	7,4	3,0	4,4	0	0	0	2,6
Pol. internationale	10,3	11,4	9,3	8,8	10,4	0	9,6
Affaires sociales	0	8,3	5,8	4,1	1,6	0	4,5
Economie	0	0,8	0	0	0,8	0	0,3
Education	0	0	1,3	0,6	4,0	0	1,2
Syndicalisme	0	0,8	1,8	2,4	1,6	18,8	1,9
Questions féminines	0	0	0	0	0	0	0
Justice et droits de l'homme	1,5	3,0	6,6	10,0	17,6	6,3	8,1
Religion	2,9	11,4	15,0	3,5	5,6	0	8,7
Presse jaune et média	5,9	6,1	11,9	15,9	18,4	6,3	12,2
Divers	19,1	24,2	8,0	2,9	2,4	0	9,6
<hr/>							
%	100,1	100,1	99,8	100,0	100,0	100,2	100,0
N	68	132	226	170	125	16	737

Tableau no 19

Importance relative des catégories dans les pages régulières
et la page éditoriale de Vrai. (En pourcentage)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	10,2	8,0	5,5	2,5	1,0	1,0	3,8
Pol. municipale	18,7	10,2	10,8	43,3	32,0	50,0	28,3
Pol. provinciale	2,8	1,5	16,7	9,1	11,9	25,6	11,5
Pol. fédérale	0	0,4	1,5	0,6	1,0	0,3	0,8
Pol. (divers)	4,5	2,4	5,3	5,1	6,6	2,6	4,9
Question nationale	4,1	3,7	2,8	1,1	1,0	1,3	2,0
Pol. internationale	9,3	8,0	11,6	6,7	5,3	0,6	7,3
Affaires sociales	6,9	18,0	7,6	5,7	2,3	0,6	6,4
Économie	2,4	4,1	1,3	0,2	1,1	1,6	1,4
Éducation	0,8	1,5	2,2	1,5	7,3	4,8	3,3
Syndicalisme	2,4	2,6	4,2	1,8	0,4	1,3	2,1
Questions féminines	15,0	7,1	0,9	0	0	0	2,0
Justice et droits de l'homme	8,1	4,8	7,6	7,0	5,9	1,9	6,3
Religion	3,3	6,7	8,4	2,9	4,0	1,9	4,8
Presse jaune et média	4,1	8,0	9,6	11,6	19,9	6,4	12,0
Divers	7,3	13,0	4,1	1,0	0,5	0	3,3
<hr/>							
%	99,9	100,0	100,1	100,1	100,2	99,9	100,2
N	246	462	879	1004	1006	312	3949

Tableau no 20

Importance relative des catégories dans les pages régulières
de Vrai.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	4	6	7	2	3	2	24
Pol. municipale	32	40	82	418	307	152	1031
Pol. provinciale	6	6	130	80	101	74	397
Pol. fédérale	0	2	10	2	8	1	23
Pol. (divers)	11	9	39	42	62	8	171
Question nationale	5	13	15	12	10	4	59
Pol. internationale	16	22	81	55	40	2	216
Affaires sociales	17	72	54	52	21	2	218
Économie	6	18	11	2	10	5	52
Éducation	2	7	16	15	68	15	123
Syndicalisme	6	11	33	15	2	1	68
Questions féminines	37	33	8	0	0	0	78
Justice et droits de l'homme	19	18	52	56	37	5	187
Religion	6	16	40	24	33	6	125
Presse jaune et média	6	29	57	94	177	19	382
Divers	5	28	18	5	2	0	58
<hr/>							
N	178	330	653	874	881	296	3212

Tableau no 21
 Le nombre d'articles selon les catégories dans
 la page éditoriale de Vrai.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	21	31	41	24	7	1	125
Pol. municipale	14	7	13	34	15	4	87
Pol. provinciale	1	1	17	15	19	6	59
Pol. fédérale	0	0	3	4	2	0	9
Pol. (divers)	0	2	7	11	4	0	24
Question nationale	5	4	10	0	0	0	19
Pol. internationale	7	15	21	15	13	0	71
Affaires sociales	0	11	13	7	2	0	33
Économie	0	1	0	0	1	0	2
Éducation	0	0	3	1	5	0	9
Syndicalisme	0	1	4	4	2	3	14
Questions féminines	0	0	0	0	0	0	0
Justice et droits de l'homme	1	4	15	17	22	1	60
Religion	2	15	34	6	7	0	64
Presse jaune et média	4	8	27	27	23	1	90
Divers	13	32	18	5	3	0	71
<hr/>							
N	68	132	226	170	125	16	737

Tableau no 22

Le nombre d'articles selon les catégories dans les pages régulières et la page éditoriale de Vrai.

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	Total
Intentions de Vrai	25	37	48	26	10	3	149
Pol. municipale	46	47	95	452	322	156	1118
Pol. provinciale	7	7	147	95	120	80	456
Pol. fédérale	0	2	13	6	10	1	32
Pol. (divers)	11	11	46	53	66	8	195
Question nationale	10	17	25	12	10	4	78
Pol. internationale	23	37	102	70	53	2	287
Affaires sociales	17	83	67	59	23	2	251
Économie	6	19	11	2	11	5	54
Éducation	2	7	19	16	73	15	132
Syndicalisme	6	12	37	19	4	4	82
Questions féminines	37	33	8	0	0	0	78
Justice et droits de l'homme	20	22	67	73	59	6	247
Religion	8	31	74	30	40	6	189
Presse jeune et média	10	37	84	121	200	20	472
Divers	18	60	36	10	5	0	129
<hr/>							
N	246	462	879	1044	1006	312	3949

ANNEXE 3

QUELQUES EXEMPLES DE L'HUMOUR DE VRAI

ANNEXE 3.1: LES TEXTES

Interviou avec le cheuf

Grâce à un peu de diplomatie duplessiste (brique et fanal), nous avons réussi à interviewer le grand MAURICE. Nous n'avons gardé que les passages les plus intéressants de cette conversation.

— "Monsieur Duplessis, vous avez été longtemps dans l'Opposition, n'est-ce pas?"

— "Oui, mais ça va changer d'ici peu!"

— "Hein! Vous posséderiez donc la faculté de changer le passé?"

— "Ouais. Je vas me passer un bill rétroactif me faisant premier ministre de ma belle province de Québec depuis 1867. De même, on me contredira pas quand je me vanterai d'être le plus grand ler ministre depuis MA Confédération"

— "Pourriez-vous m'expliquer comment vous comprenez l'autonomie? Ne vous contredites-vous pas un peu en niant au municipal ce que vous affirmez au provinc..."

— "Parcoute, voyons! Vous comprenez pas ce que ça veut dire. AUTONOMIE, c'est un mot que je me suis fait avec les initiales du titre suivant: Accaparement Usurpateur et Tyrannique des Obligations Non-Otables aux Maires nécessaires et Intéressant l'Electoral". En t e r m e s compréhensibles pour un França amélioré, c'est un moyen de fourrer mon grand nez partout ousque j'ai pas d'affaires.

— "Ah! mais comme c'est simple! J'aimerais aussi me faire expliquer comment il se fait que la prison de Bordeaux est la mieux administrée d'Amerique?"

— "Ben v'la. Si je laisse les gardes se faire de l'argent avec les "rackets", ça me permet de les payer moins cher. Ça fait que je sauve de l'argent pour MON trésor de la Province pis il en reste plusse pour les temps d'élections. L'économie, c'est de la bonne administration!"

— "Ah! mais quelle logique?! C'est comme l'oeuf de Colomb, un peu craqué au bout!"

— "C'était-il un oeuf communiste? j'vas le ramasser, moi, Christophe Colomb!!"

— "Non, non, non, calmez-vous. D'ailleurs, Colomb est mort depuis longtemps, monsieur Duplessis."

— "Ca a dû être du sabotage, hein! (Et très fort) H I L A I I I I R E !"

— "Pour revenir à nos moutons, qui vous succédera, croyez-vous?"

— "Prévost, mon ministre anti-mythes!"

— "Et on peut vous demander pourquoi?"

— "Parce que l'U.N. PREVAU-

drat Ah! Ah! Ah! j'sus pas pire 'calembourreur', hein!

— "Evidemment, pour avoir calembOURRE la province si longtemps. Mais, dites-donc, que ferez vous des tresors polonais?"

— "Petite poire! Tu sais que je les ai vendus! Mais j'ai garde la couronne de saint Wesclas. Je veux la mettre d'ici quelque temps. Je peux m'en payer une, mais une couronne de saint, par icite, c'est encore le "best"..."

— "Au point de vue education, Eminence, qu'est-ce que vous voulez faire?"

— "D'abord, j'vas vider les écoles. C'est plus propre pour mes assemblées politiques quand il y a persome dedans. Pis apres, je fais disparaître les unvarsites pis les collèges Les B.A. et les doctorats, je me réserve le droit de les decerner: Je vas donner ça à mes candidats battus pis aux liberaux vendus, parce qu'il commence a y avoir pas mal de juges..."

— "A quoi attribuez-vous vos derniers succes electoraux?"

— "A ma resistance capitale, municipale, sociale, nationale, familiale, rurale, royale, joviale, canibale et magistrale contre la menace envahissante du cancer d'une démocratie jadis vierge du haut en bas, de l'est a l'..."

— "Et en bon français, ça veut dire?"

— "Bill 34, jeune homme!"

— "Et sans indiscretion, je pourrais vous demander vos intentions pour l'avenir?"

— "Ben sur. Devenir empereur, maire de toutes les villes et villages, président de toutes les commissions scolaires, député de tous les comtés, curés de toutes les paroisses, meubler ma province comme je l'entends."

— "Bien sûr, Votre Altesse (j'ai failli dire: mon Dieu!) A présent que vous l'avez achetée, vous pouvez en faire ce que vous voulez! Mais comment comptez-vous arriver à ce résultat. Ne craignez-vous pas l'Opposition?"

— "Pas de danger! J'vas leur construire une Chambre privée, pour tous les partis autres que le mien. Probablement à Bordeaux, il reste de la place. Nous autres,

on fera prospérer la province tranquilles!"

— "Ne croyez-vous pas que ce procede serait un peu... injuste... ou..."

— "Mon maudit communisse, mets pas tes pieds dans mes plats ni ton nez dans mon assiette, il y a pas de place pour deux... Pis claire la place, j'attends saint Joseph dans deux minutes..."

RABELET

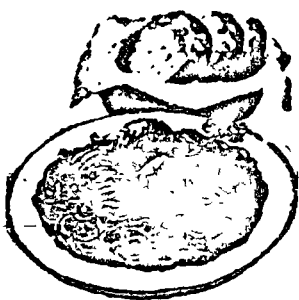
Annexe 3.1.1

23 mars 1957

vol. 3, no 30, p.4.

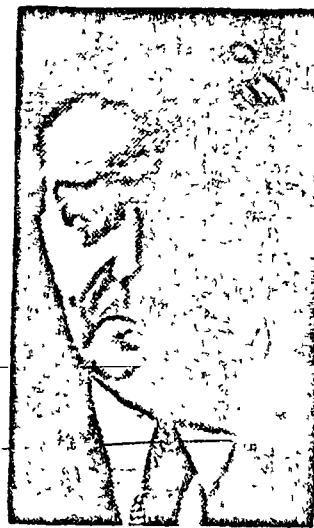
ANNEXE 3.1.2

DUPLESSIS a donné des NOUILLES à sa province



Un pays ne peut prétendre à une vraie souveraineté s'il n'est pas administré par des nouilles. Plusieurs autres pays, moins grands, moins beaux et moins riches que le nôtre, en ont.

En immense majorité, le peuple canadien réclame des nouilles canadiennes comme députés et comme ministres. Il y va de la fierté et de l'avenir de notre pays.



M. Maurice Duplessis a qui revient l'honneur d'avoir peuplé un conseil des ministres de nouilles authentiques et purement canadiennes.

Quatrième question à l'opposition :

**POURQUOI refusez-vous toujours de doter notre pays
de NOUILLES canadiennes distinctives ?**

Annonce payée par l'Organisation de l'Union Nationale

9 juin 1956

vol. 2, no 34, p.5.

PETIT LEXIQUE

Canadien-français

à l'usage des étrangers de passage dans la Province de Québec

Ce lexique, préparé en quasi totalité par votre collaborateur Jean Pellerin, est appelé à rendre de grands services à tous les voyageurs et les touristes qui visitent le Québec. Certains prétendent que notre français est celui de Louis XIV. C'est une erreur. Notre français est celui du moyen âge.

ALLIES (les); les bons (Voir RUSSES).

AMERICAINS (les): ils ont l'argent; c'est tout dire.

ANGLAIS (les): des "méchants", moins dangereux que les Russes.

ARGENT (L'): a) vil métal précieux; **b)** richesses d'iniquité qu'il faut accumuler.

BOMBE ATOMIQUE (la): la craque à besoin de bien se tenir.

CANADIENS (les): les "ceusses" qui parlent "français".

CAPITALISME (la): n'est pas condamné.

CENSURE (la): n'y touchez pas: ça coupe. Machine à faire penser.

CHARITE (la): une grosse organisation.

CINEMA (le): une invention du diable.

CLIMAT CANADIEN (le): incomparable. Ceux qui ne sont pas d'accord n'ont qu'à f... le camp.

COMMUNISTE (un): qualificatif que l'on attribue à ceux qui ne pensent pas comme nous.

COURAGE (le): Envoyer Boulgouline chez le diable dans un premier Montréal (V. PRUDENCE).

CULTURE (la): on en a toujours assez.

DISCIPLINE (la): la ferme et sois heureux.

ECONOMIQUE (L'): la survivance par l'achat chez nous.

ÉCRIVAINS (les): ceux de Franco surtout n'ont rien à nous apprendre.

ESPRIT: trois sens: a) fantôme; b) revue française mal nommée; c) Oswald et La Poutine.

EUROPE (l'): un continent arriéré que les Américains vont civiliser.

FRANÇAIS (les): des anticléricaux.

FRANCE (la): les FOLLIES-BERGERES en attendant le feu du ciel.

FRANCO: l'Arcand des Espagnols; le torrero qui n'aime pas le rouge.

GREVE (la): synonyme d'ILLEGALITE et de COMMUNISME.

HOCKEY (le): ayez l'air de vous y intéresser, vous remonterez dans l'estime des gens.

INSTITUTIONS (nos): à quoi bon préciser? Elles sont toutes parfaites.

INTÉGRISME (L'): mot savant inventé par des têtes chaudes.

INTELLECTUEL (un): un type qui a trop lu.

JUIFS (les): les maudits qui maudissent le monde.

JUSTICE (la): le respect du capital.

LECTURE (la): à surveiller.

LIBERTE (la): ce qu'il faut enlever AUX AUTRES.

MAURICE: prénom de nos deux grands hommes.

MORALITE (la): a) une paire de manches longues; **b)** une question de loi.

MOYEN AGE (le): le paradis terrestre (V. REVOLUTION FRANÇAISE).

ORDRE (l'): la police.

OUVRIERS (les): ceux qui ont des devoirs (V. PATRONS).

PATRONS (les): ceux qui ont des droits (V. OUVRIERS).

PECHE (le): les 6e et 9e commandements. Pour les autres, ça peut s'arranger.

PETAINE: le patriote martyr.

PIERRE (l'abbé): un qui ferait mieux de rester chez lui.

PROGRES (la): le retour au passé.

PRUDENCE (la): laisser Duplessis finir son œuvre (V. COURAGE).

RADIO-CANADA: Sodome et Gomorrah.

RELATIONS: une revue infallible.

REVOLUTION FRANÇAISE (la): mort de la fille aînée de l'Église. (V. FRANCE et MOYEN AGE).

ROMAN (un): un petit livre cochon.

RUSSES (les); les méchants (V. ALLIES).

TABLEAU (un): une image sans culottes.

TEMPERATURE (la): propos de bonne société.

TRADITIONS (nos): la Saint-Jean Baptiste, l'épluchette de blé d'Inde et la cloche de verre.

VERITE (la): tout ce qui ne dévie pas du présent lexique.

Annexe 3.1.3.

10 mars 1956

vol. 2, no 21, p.4.

ANNEXE 3.2: LES CARICATURES

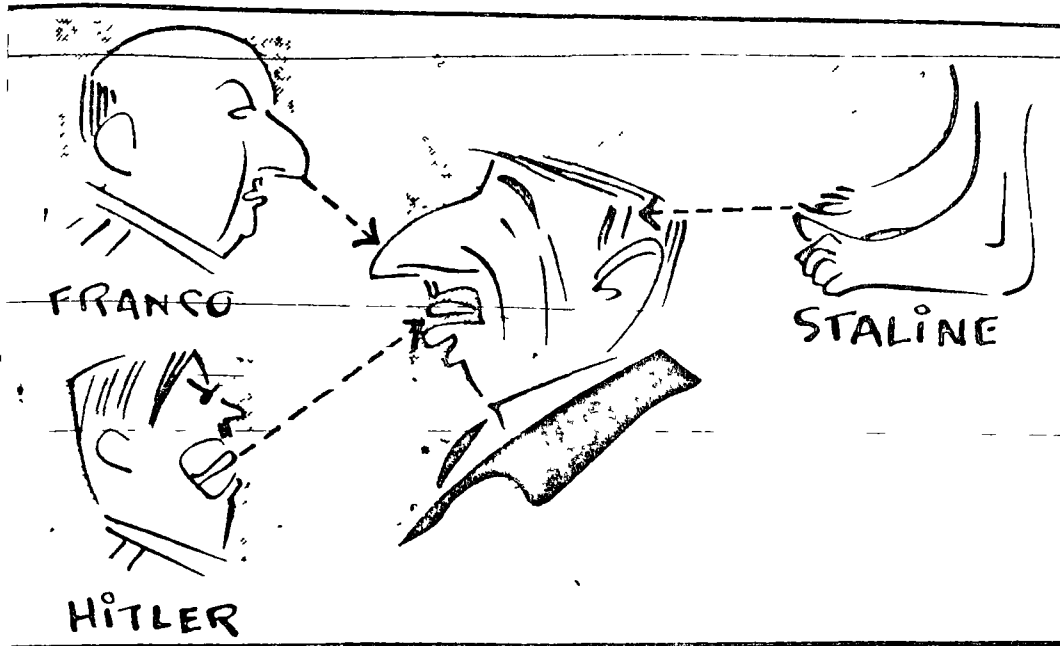
ANNEXE 3.2.1: BERTHIO



9 juin 1956

vol. 2, no 34, p.1.

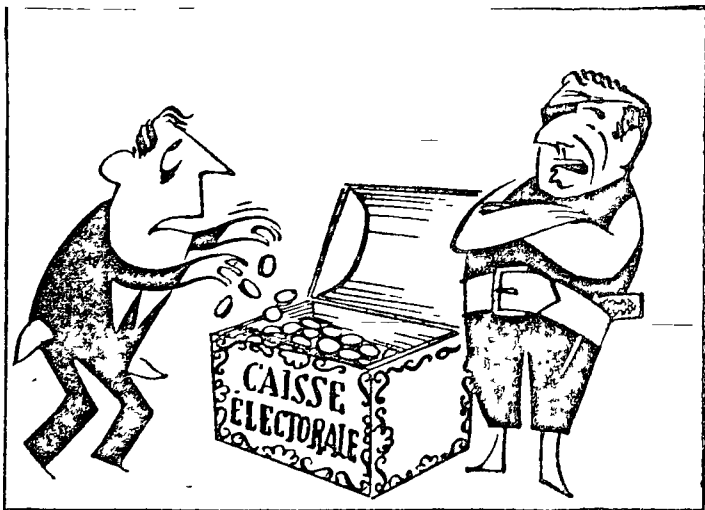
MAURICE : "TIENS' BAPTISTE ! V'LA TA PART !"



9 juin 1956

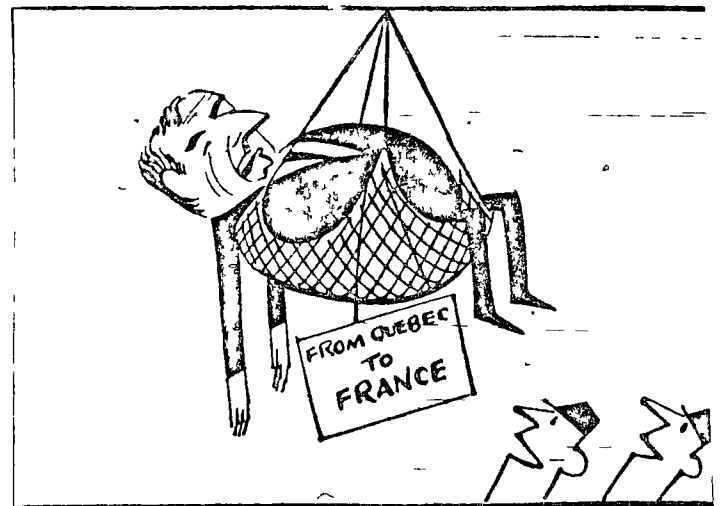
vol. 2, no 34, p.7.

Les influences politiques du premier-ministre



LES PIRATES MODERNES

... Tu ne prends que ton 10% ou meurs !

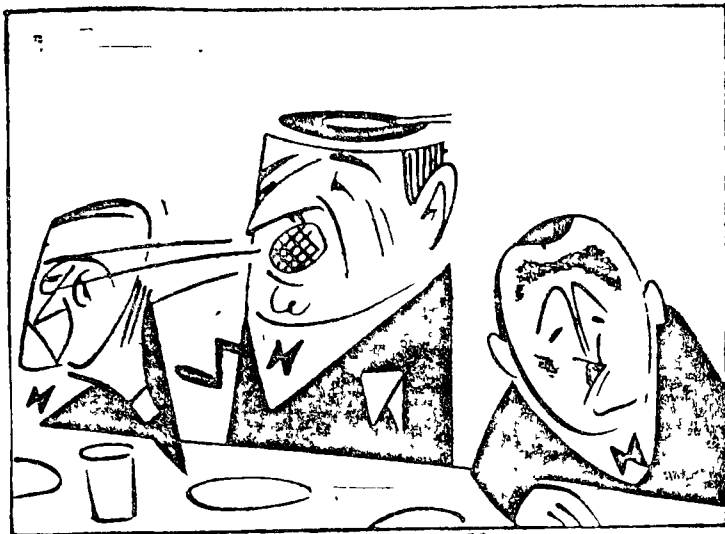


LA FRANCE A BESOIN D'UN CHEF.....

... Nous en avons justement un de trop !

31 mai 1958

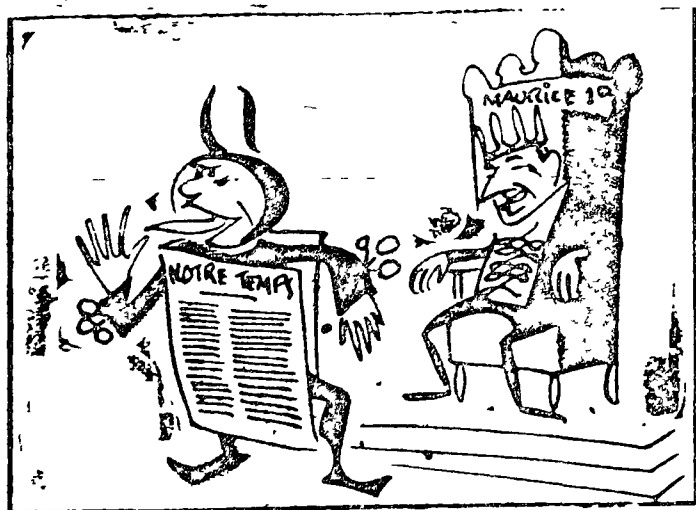
vol. 4, no 39, p.7.



LE LISQUE USE



L'APPEL DE LA CRASSE.



L'EX-CHEF DU TIRAGE DE 'NOTRE TEMPS' - ou 'Léopold Richer la fou de 1956'



L'HONORABLE SAINT-LAURENT LISANT LE RAPPORT 'TREMBLEZ'

9 juin 1956

vol. 2, no 34, p.9.

21 avril 1956

vol. 2, no 27, p.7.



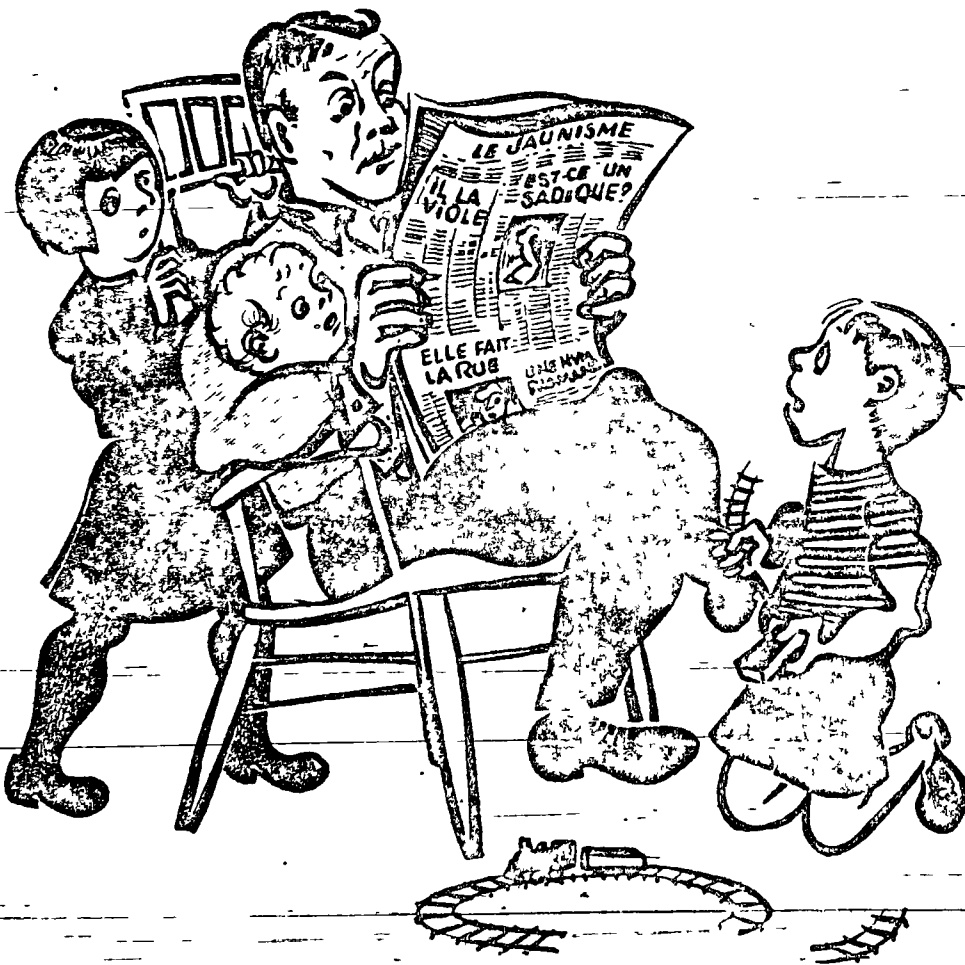
5 mai 1956

vol. 2, no 29, p.7.

DUPLESSIS BRASSE DES AFFAIRES A NEW YORK
— Allons, mesdames et messieurs, profitez d'un
régille subalme. à bon marché...

ANNEXE 3.2.2: ROBERT LAPALME

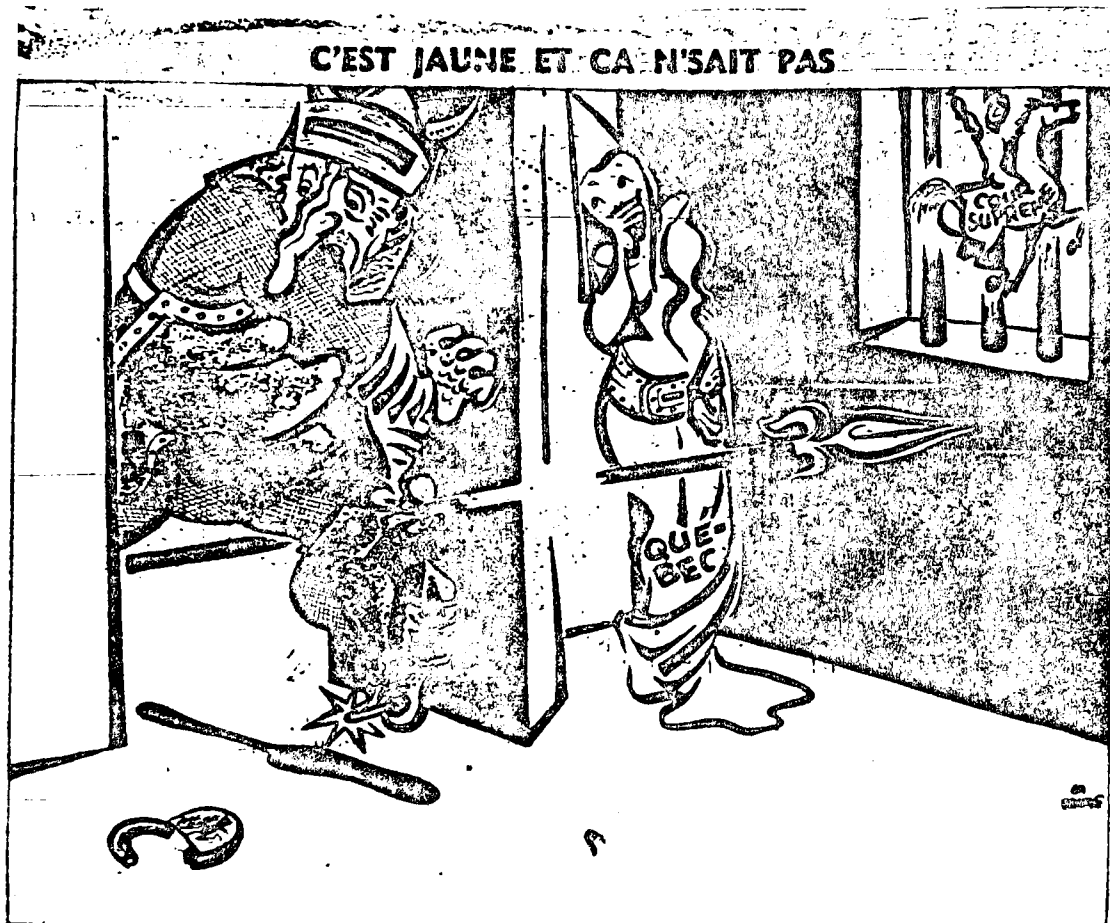
L EDUCATION FAMILIALE



3 août 1957

vol. 3, no 49, p.1.

— Qu'est-ce qu'est çà, p'pa, une nymphomane? —



— "... Et le brave chevalier trouva sa belle dame tout guillerette et...
 décadénassée..." (Extrait d'une chanson de geste du XIe siècle).

23 mars 1957

vol. 3, no 30, p.4.

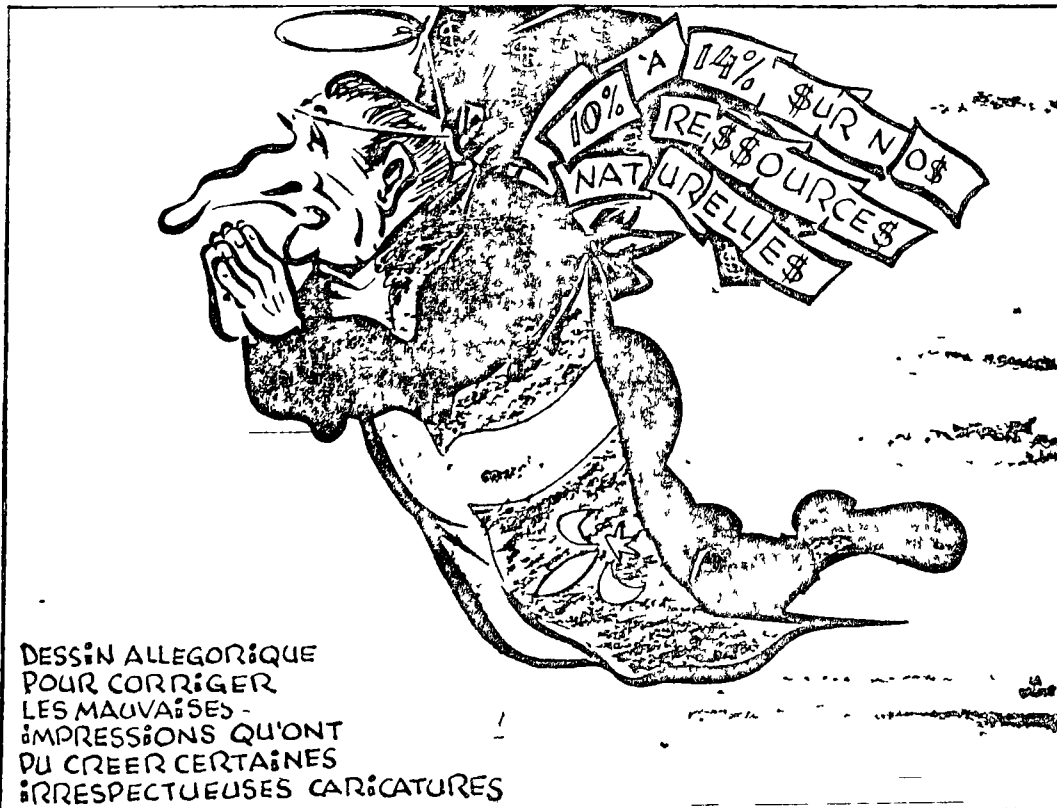


10 mai 1958

vol. 4, no 36, p.1.

Et dire que l'on croyait aux mythes !

LENT HONORABLE



14 juin 1958

vol. 4, no 41, p.1.

DESSIN ALLEGORIQUE
POUR CORRIGER
LES MAUVAISES-
IMPRESSIONS QU'ONT
DU CREER CERTAINES
IRRESPECTUEUSES CARICATURES

... rétroactive, évidemment !